

2023



00

Bases
statistiques
et généralités

Neuchâtel 2023

Le système d'indicateurs «Mesure du bien-être»

Création, répartition et préservation du bien-être

Édition 2023

Thème «Mesure du bien-être»

Thème «Mesure du bien-être» sur Internet

www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Thèmes transversaux → Mesure du bien-être ou www.bien-etre.bfs.admin.ch

Sites Internet des thèmes apparentés

Domaine «Espace, environnement»

www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Espace, environnement

Domaine «Économie nationale»

www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Économie nationale

Domaine «Situation économique et sociale de la population»

www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Situation économique et sociale de la population

Domaine «Développement durable»

www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Développement durable

Le système d'indicateurs «Mesure du bien-être»

Création, répartition et préservation du bien-être

Édition 2023

Rédaction Jürg Furrer, OFS
Contenu Jürg Furrer, OFS; Stefanie Marty
Éditeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Neuchâtel 2023

Éditeur: Office fédéral de la statistique (OFS)

Renseignements: Jürg Furrer, OFS, tél. +41 58 463 61 84,
juerg.furrer@bfs.admin.ch

Rédaction: Jürg Furrer, OFS

Contenu: Jürg Furrer, OFS; Stefanie Marty

Série: Statistique de la Suisse

Domaine: 00 Bases statistiques et généralités

Langue du texte original: allemand

Traduction: Services linguistiques de l'OFS

Mise en page: Publishing et diffusion PUB, OFS

Graphiques: Publishing et diffusion PUB, OFS

En ligne: www.statistique.ch

Imprimés: www.statistique.ch
Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel,
order@bfs.admin.ch, tél. +41 58 463 60 60
Impression réalisée en Suisse

Copyright: OFS, Neuchâtel 2023
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales,
si la source est mentionnée.

Numéro OFS: 1877-2300

ISBN: 978-3-303-00723-5

Table des matières

Principales informations	5	III Activités	17
Situation matérielle	5	8 Production économique	17
Travail et loisirs	5	9 Processus naturels	18
Formation	5	10 Travail non rémunéré	18
Santé	6	11 Autres activités	19
Relations sociales	6	IV Effets sur les ressources	20
Qualité de l'environnement	6	12 Investissements	20
Bien-être subjectif	6	13 Effets des activités	21
Introduction	7	V Biens et services	22
I Conditions-cadre	9	14 Biens et services économiques	22
1 Conditions-cadre de la société	9	15 Biens et services naturels	23
2 Conditions-cadre économiques	10	16 Biens et services du travail non rémunéré	23
3 Conditions-cadre écologiques	10	17 Biens et services sociaux	24
II Ressources	12	VI Utilisation des biens et services	25
4 Capital économique	12		
5 Capital naturel	13		
6 Capital humain	14		
7 Capital social	15		

VII Bien-être	26
<hr/>	
18 Situation matérielle	27
19 Conditions de logement	27
20 Travail et loisirs	28
21 Formation	29
22 Santé	30
23 Relations sociales	30
24 Participation politique	31
25 Sécurité physique	32
26 Qualité de l'environnement	32
27 Bien-être subjectif	33
Références	35
<hr/>	

Principales informations

(État au 14 décembre 2023)

Le bien-être (qualité de vie, well-being) signifie que la population dispose de moyens suffisants pour satisfaire ses besoins, organiser sa vie de manière autonome, utiliser et développer ses capacités, et poursuivre ses objectifs. Le présent système d'indicateurs repose sur la considération que le capital social, humain, naturel et économique est utilisé dans le cadre de différents processus pour générer le bien-être. Des aspects sociaux, économiques et écologiques jouent un rôle dans ce contexte. Le bien-être est mesuré et représenté quant aux dix dimensions suivantes: situation matérielle, conditions de logement, travail et loisirs, formation, santé, relations sociales, participation politique, sécurité physique, qualité de l'environnement et bien-être subjectif.

Nous présentons ci-après quelques informations tirées des vastes résultats de la mesure du bien-être en Suisse:

Situation matérielle

La situation matérielle des ménages est l'un des principaux facteurs permettant de couvrir leurs besoins; elle détermine en grande partie leur sort et leurs conditions de vie.

- La médiane du revenu disponible équivalent corrigé de l'inflation s'est accru de 16% entre 2000 et 2014. Après une hausse nette de 2008 à 2013, la médiane de ce revenu a stagné de 2015 à 2020. La répartition des revenus n'affiche pas de changement marqué entre 2000 et 2014, de manière générale et compte tenu des intervalles de confiance parfois relativement grandes. Une légère tendance à la hausse de l'inégalité du revenu disponible équivalent s'observe pour les années 2003 à 2007 et 2009 à 2013. Entre 2015 et 2020, on ne constate aucune évolution significative (voir les indicateurs «[Revenu disponible équivalent](#)» et «[Répartition des revenus](#)»).
- Entre 2007 et 2013, le taux de pauvreté de la population totale est passé de 9,3% à 5,9%. Depuis 2014 (6,7%), il a de nouveau augmenté et se situait à 8,7% en 2021. Par rapport à l'année précédente (8,5%), le taux de pauvreté n'a pas changé de manière significative. Sont particulièrement touchés par la pauvreté les ménages monoparentaux ou comptant beaucoup d'enfants, les personnes les moins qualifiées, les adultes vivant seuls, les personnes de nationalité étrangère ainsi que les personnes vivant dans un ménage qui ne compte aucun actif occupé (voir l'indicateur «[Taux de pauvreté](#)»).

Travail et loisirs

Le temps disponible peut être utilisé pour le travail rémunéré, le travail non rémunéré ou les loisirs. Pour le bien-être, il importe de trouver un équilibre entre ces trois activités.

- Le taux d'activité des personnes «en âge de travailler» (15 à 64 ans) atteint 83,5% (état en 2022). La hausse du taux d'activité depuis 1996 est due à une participation accrue des femmes au marché du travail. Le taux de chômage au sens du BIT se situait à 3,7% au deuxième trimestre 2023. Le chômage touche avant tout les personnes ayant un faible niveau de formation, les jeunes ainsi que les personnes de nationalité étrangère (voir les indicateurs «[Taux d'activité](#)» et «[Taux de manque de travail](#)»).
- Selon la situation familiale et le sexe, une personne consacre entre 11,9 et 56,7 heures par semaine aux tâches domestiques et familiales (état en 2020). Les femmes investissent 10 heures de plus que les hommes dans ces activités. Ces derniers sont nettement plus satisfaits de la répartition des travaux domestiques que les femmes (voir l'indicateur «[Travail domestique et familial](#)»).

Formation

L'éducation est une importante composante du capital humain. Elle permet à une personne entre autres d'acquérir des qualifications, des compétences et des aptitudes et de s'adapter aux transformations des conditions-cadre. Elle est aussi un facteur essentiel de la productivité et de la capacité d'innovation de l'économie.

- Le niveau de formation en Suisse progresse continuellement. La part de la population ayant un diplôme tertiaire a tendance à augmenter depuis le milieu des années 90, alors que celle de la population sans diplôme post-obligatoire suit une évolution tendancielle contraire (voir l'indicateur «[Niveau de formation](#)»).
- Les disparités liées au sexe en matière de niveau de formation se sont réduites. On n'observe presque plus de différences entre les sexes parmi les personnes de 25 à 34 ans pour ce qui est de la part des personnes possédant au moins un diplôme postobligatoire (voir l'indicateur «[Niveau de formation](#)»).

Santé

La santé est une importante composante du capital humain. Elle est une condition essentielle pour la vie et influence sa qualité et sa durée.

- L'espérance de vie à la naissance a presque doublé en Suisse depuis 1900 et elle est aujourd'hui l'une des plus élevées du monde: 81,6 ans pour les hommes et 85,4 ans pour les femmes (état en 2022 ; voir l'indicateur «[Espérance de vie](#)»). Par rapport à l'année précédente, l'espérance de vie est restée la même chez les hommes et a légèrement diminué chez les femmes. Pour les deux sexes, elle est donc légèrement inférieure à celle de 2019, l'année précédant la pandémie de COVID-19.
- Les dépenses de santé s'élèvent, pour l'année 2021, à 86,3 milliard de francs (4,8 milliard de francs de plus par rapport à 2020). Ce montant correspond à un ratio entre dépenses et PIB de 11,8%. La Suisse est ainsi un des pays qui dépensent le plus pour la santé par rapport au PIB. En moyenne annuelle sur les cinq dernières années, les dépenses ont augmenté d'environ 3% (voir l'indicateur «[Dépenses de santé](#)»).

Relations sociales

Pour l'être humain, les contacts sociaux, le soutien par des proches et la famille ainsi que la participation à la vie en société sont des éléments importants du bien-être.

- Quelque 621 millions d'heures sont consacrées chaque année en Suisse au travail bénévole (état en 2020). Plus de 40% de la population accomplit du travail bénévole (voir l'indicateur «[Travail bénévole](#)»).
- Les hommes investissent plutôt davantage de temps dans le travail bénévole organisé (associations et organisations), les femmes exercent plus d'activités bénévoles informelles (aide au voisinage, accompagnement et soins; voir l'indicateur «[Travail bénévole](#)»).

Qualité de l'environnement

L'état de l'environnement est influencé par les activités humaines et les processus naturels. L'environnement et sa qualité définissent les bases vitales naturelles et agissent sur la santé et (par ex. sous la forme de calme et de zones de détente) sur la qualité de vie de la population.

- Les émissions de gaz à effet de serre selon la comptabilité environnementale de l'OFS ont diminué de 18% entre 1990 et 2021. Durant cette période, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté. Il en résulte une hausse de l'efficacité de gaz à effet de serre. En 2021, les émissions par personne s'élèvent à 5,5 tonnes d'équivalents CO₂. Si l'on prend en compte les émissions de gaz à effet de serre à l'étranger dues à la fabrication et au transport des produits importés, on arrive à environ 12,8 tonnes d'équivalents CO₂ par personne (voir l'indicateur «[Émissions de gaz à effet de serre](#)»).

- La consommation brute d'énergie a globalement augmenté de 0,7% entre 1990 et 2022, alors que le produit intérieur brut (PIB) et la population résidente ont connu une croissance nettement plus forte durant cette période. En 2022, la consommation brute d'énergie se montait à environ un million de térajoules. Elle provenait à raison de 48% des énergies fossiles et de 25% des combustibles nucléaires. 23,6% de la consommation brute d'énergie provenaient de sources renouvelables (1990: 14,7%), l'énergie hydraulique représentant la plus grande part avec 49,9% (voir l'indicateur «[Utilisation d'énergie](#)»).

Bien-être subjectif

Le bien-être subjectif correspond à l'appréciation du bien-être par les individus, c'est-à-dire à la qualité de vie ressentie («*wahrge-nommene Lebensqualität*»; Wolfgang Glatzer).

- Le degré de satisfaction à l'égard de la vie actuelle au sein de la population vivant en Suisse est élevé. En 2021, la moyenne de satisfaction des personnes de 16 ans et plus est de 7,9 sur une échelle de 0 à 10 et est donc restée à un niveau assez constant pendant des années. La satisfaction dans la vie est influencée par le niveau des revenus et par l'âge, mais aussi par le type de ménage. Les personnes seules de moins de 65 ans ont un faible niveau de satisfaction (voir l'indicateur «[Satisfaction dans la vie](#)»).
- 82% de la population en Suisse jouit d'une bonne santé psychique. Environ 4% de la population souffre de détresse psychologique élevée (état en 2022). La santé psychique de la population évolue peu au cours du temps. Les femmes sont moins souvent en bonne santé psychique que les hommes; les personnes ayant un bon niveau de formation et un niveau plus élevé de soutien social souffrent moins de détresse psychologique (voir l'indicateur «[Santé psychique](#)»).

Introduction

La question du bien-être de la population revêt une importance majeure dans les domaines politique, social et économique. Promouvoir la prospérité commune, autrement dit le bien-être de la collectivité est en Suisse un des objectifs politiques de l'État en vertu de l'article 2 de la Constitution.¹

En 2014, l'OFS a publié le système d'indicateurs «Mesure du bien-être» pour la première fois. Le présent document de 2018 est une version légèrement modifiée et retravaillée de l'introduction de 2014 qui explique l'idée et la structure du système d'indicateurs.

Le bien-être – une notion complexe qui comprend de nombreux éléments

Le bien-être, c'est, pour la population, de disposer de moyens suffisants pour satisfaire ses besoins, organiser sa vie de manière autonome, utiliser et développer ses capacités, et poursuivre ses objectifs². Cela ne va pas sans des conditions cadres appropriées. Le terme de bien-être est utilisé ici comme synonyme de qualité de vie; il correspond au terme anglais de well-being. Le bien-être est considéré non pas seulement dans ses dimensions matérielles et financières, mais dans une perspective plus large qui englobe la situation immatérielle de la population. Les ressources matérielles sont le revenu et la fortune, qui permettent à l'individu de subvenir à ses besoins. Mais d'autres dimensions matérielles, telles que le logement et le travail, sont prise en considération dans la mesure du bien-être. La formation, la santé et les relations sociales font partie des dimensions immatérielles du bien-être, lesquelles englobent aussi le cadre légal et institutionnel qui permet la participation des citoyens à la vie politique et qui assure la sécurité physique des personnes. Enfin, la notion de bien-être comprend des aspects environnementaux comme la qualité de l'eau, la qualité de l'air et les nuisances sonores.

Dans une approche du bien-être qui se veut aussi étendue que possible, il importe de considérer non seulement les conditions de vie objectives, mais aussi leur perception subjective par la population, à savoir ce que la population pense par exemple de

ses conditions de logement et de l'état de l'environnement, son sentiment de sécurité, son degré de satisfaction avec le monde du travail et avec la vie en général.

But de ce système d'indicateurs

Le présent système d'indicateurs vise à fournir des informations sur la situation de la population. Il convient à cet effet d'appréhender un grand nombre d'éléments qui constituent le bien-être et d'en décrire les différentes facettes. Le système d'indicateurs propose des informations statistiques sur l'état et l'évolution du bien-être dans un large contexte, et qui pourront servir de base à la formation de l'opinion publique et aux prises de décisions politiques.

Structure du système d'indicateurs³

Le système d'indicateurs rend compte de la création, de la répartition et de la préservation du bien-être sur la base d'un schéma (voir le schéma 1) et comporte environ 40 indicateurs commentés provenant des trois domaines «société», «économie» et «environnement». Le système d'indicateurs repose sur la théorie de la production du bien-être⁴, selon laquelle le bien-être résulte de la mise en œuvre, dans des conditions cadres déterminées, d'un capital économique, d'un capital naturel, d'un capital humain et d'un capital social. L'«offre» de bien-être n'a de valeur que si elle peut effectivement être utilisée par la population. Il est à cet égard intéressant de voir comment les éléments du bien-être se répartissent entre les différents groupes de la population. L'optique traditionnelle purement économique, axée sur l'évolution du PIB, est ainsi complétée par des aspects sociaux, économiques et écologiques. Conformément à cette théorie, le système d'indicateurs est subdivisé en sept thèmes principaux (voir le schéma 1).

¹ Promouvoir la prospérité commune c'est aussi promouvoir le progrès scientifique, économique et civilisationnel (voir le message du 26 novembre 1996 relatif à une nouvelle constitution fédérale, FF 1997 I 1, ici 129).

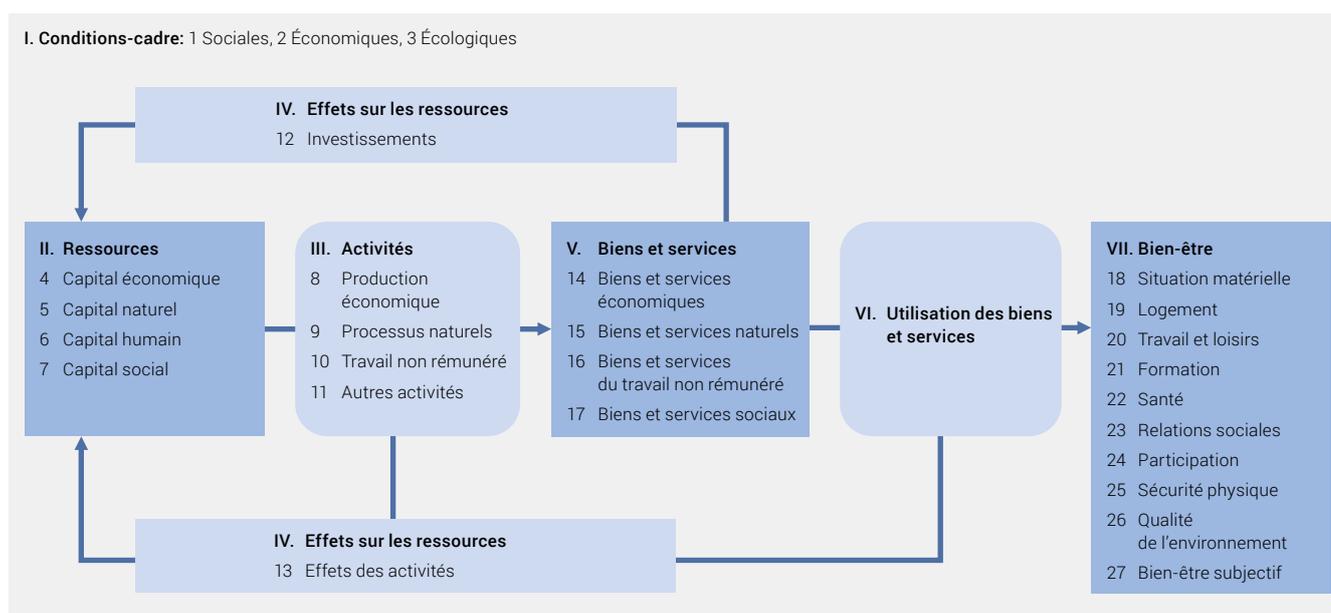
² voir à ce sujet Glatzer, W., Zapf, W. (1984): *Lebensqualität in der Bundesrepublik*, p. 16ss; Noll, H.-H. (2000): *Konzepte der Wohlfahrtsentwicklung*; OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 18; OECD (2012): *Framework for Statistics on the Distribution of Household Income, Consumption and Wealth*, p. 26s

³ La structure du système d'indicateurs s'oriente d'après Harper, G., Price, R. (2011): *A framework for understanding the social impacts of policy and their effects on wellbeing*.

⁴ concernant le terme de production (sociétale et économique) du bien-être, voir par ex. Zapf, W. (1984): *Welfare Production*. Kaufmann, F. - X. (2009): *Sozialpolitik und Sozialstaat*

Structure du système d'indicateurs «Mesure du bien-être»

G1



Source: Harper, G., Price, R. (2011): A framework for understanding the social impacts of policy and their effects on wellbeing, p. 6

© OFS 2022

Défis à relever pour la préservation du bien-être

Pour préserver le bien-être collectif à long terme, il faut veiller à ne pas compromettre ses bases. La société fait face ici à plusieurs défis⁵. L'évolution démographique est l'un d'eux. Elle engendre des besoins nouveaux, modifie la demande et les attentes dans le domaine de la santé et de la protection sociale. L'économie est elle aussi confrontée à la question du vieillissement de la population et aux difficultés de recrutement qui pourraient en résulter. L'utilisation des ressources naturelles, la préservation de la biodiversité et le changement climatique constituent d'autres défis. Ces défis environnementaux, avec la mobilité internationale qui s'intensifie, les migrations de personnes et le commerce international de marchandises et de services, montrent que la préservation du bien-être revêt de plus en plus une dimension globale.

La mesure du bien-être – une préoccupation ancienne remise à l'ordre du jour

Les réflexions sur le bien-être ne sont pas nouvelles⁶, mais elles suscitent depuis quelque temps un regain d'intérêt qui s'inscrit dans le contexte d'évolutions générales de longue durée: apparition de nouveaux besoins non matériels par suite de l'augmentation du bien-être général, internationalisation croissante des activités économiques, globalisation des problèmes liés à

l'environnement. La crise financière et la crise de la dette en 2008, avec leurs répercussions profondes sur la politique, la société et l'économie, ont aussi été des événements déterminants qui ont fait sentir la nécessité de mesurer le bien-être.

Les initiatives les plus récentes et les plus importantes visant à promouvoir une mesure harmonisée du bien-être sont, au niveau international, le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, qui contient des recommandations pertinentes pour la statistique publique, l'initiative de l'UE «Le PIB et au-delà» et le projet de l'OCDE «L'initiative du vivre mieux: Mesurer le bien-être et le progrès». La critique du produit intérieur brut (PIB), ou plus exactement de son utilisation erronée pour mesurer le bien-être et la qualité de vie, est à l'origine de ces initiatives. La Suisse a aussi besoin d'informations sur le bien-être de la population. Le Conseil fédéral a formulé ce besoin en 2010 dans sa décision relative à l'«économie verte» et a demandé que le PIB soit complété par des indicateurs sur l'évolution de la société, de l'économie et de l'environnement.

⁵ Ceux-ci se trouvent par exemple dans le programme de la législature du Conseil fédéral; voir à ce sujet par ex. le message du 27 janvier 2016 sur le programme de la législature 2015 à 2019, FF 2016 981.

⁶ voir à ce sujet par ex. Habich, R., Noll, H.-H. (1994): *Soziale Indikatoren und Sozialberichterstattung*, p. 3 ss.

I Conditions-cadre

Les conditions-cadre d'un pays sont établies essentiellement à long terme et ne peuvent pas être influencées à court terme ou uniquement de manière limitée. En font partie la structure de la société et de l'économie, mais aussi les réactions de la société aux changements environnementaux. Parmi les conditions-cadre figurent également des institutions publiques (assurances sociales, santé publique, éducation, institutions politiques) et des champs politiques (par ex. politique sociale, politique financière ou politique de l'environnement).

Interactions entre les cadres social, économique et écologique

Dans ce système d'indicateurs, on considère des conditions-cadre qui sont considérées comme importantes pour la création, la répartition et la préservation du bien-être. Ces conditions se réfèrent aux domaines «Société», «Économie» et «Environnement», lesquels sont en interaction. Ainsi, les conditions-cadre économiques sont liées au système politique: la politique financière a une influence sur le système de protection sociale, sur le système éducatif ou – par le biais des taxes d'incitation – sur l'environnement. Les évolutions sur le marché du travail, qui se traduisent par une demande plus forte ou plus faible de main-d'œuvre, par des changements dans les profils de qualifications et par des conditions de travail plus souples, ont des conséquences aussi bien pour l'économie que pour la société. Parallèlement, la croissance démographique et l'évolution économique font que l'on accorde une plus grande place aux comportements des producteurs et des consommateurs face à l'environnement, ce qui touche les trois domaines évoqués ci-dessus.

Importance pour le bien-être

Le bien-être est créé et réparti dans les cadres social, économique et écologique. En outre, les conditions-cadre influencent aussi très directement les dimensions du bien-être (voir le thème principal VII). Un exemple: le système de santé, qui, d'une part, contribue à renforcer le capital humain et, d'autre part, influence directement la santé individuelle et, partant, le bien-être. Autre exemple: le système de protection sociale qui a un impact sur la situation financière des ménages par les prestations en espèces des assurances sociales et de l'aide sociale.

1 Conditions-cadre de la société

Indicateurs sur internet

[Rapport de dépendance des personnes âgées](#)

[Structure des ménages](#)

[Dépenses de protection sociale](#)

[Dépenses de santé](#)

[Dépenses publiques d'éducation](#)

Une société est marquée entre autres par sa structure démographique (âge, origine, modes de vie, structure des ménages, niveau de formation, etc.). Elle est le résultat d'évolutions à moyen et long terme, qui de leur côté sont déterminées par la volonté politique d'organisation de la société.

Conditions-cadre de la société et niveau du bien-être

Les conditions-cadre de la société forment une base pour les processus de création, de répartition et de préservation du bien-être. Cela vaut par exemple pour la formation et la santé, qui sont surtout importantes pour l'aspect de la création et de la préservation du bien-être. Par sa contribution à la garantie de l'existence économique, le système de protection sociale joue, pour sa part, un rôle dans la répartition du bien-être et dans la possibilité de participation au bien-être. Les conditions-cadre de la société comportent d'autres éléments comme la culture, le système politique et l'ordre juridique.

Le travail comme interface entre la société et l'économie

Le contexte social est en interaction avec les conditions-cadre économiques. Le marché du travail forme ici la principale interface. Il fournit non seulement une grande partie des revenus des ménages, mais il finance aussi de manière essentielle le système de protection sociale par le biais des cotisations sociales des employeurs et des employés prélevées sur les revenus du travail¹. Si la demande de travail des entreprises dépend de leur production

¹ OFS (2015a): *Rapport social statistique suisse 2015*, p. 18, 78

et de leur compétitivité, l'offre de travail d'une population est influencée par le niveau de formation et l'état de santé de cette dernière ainsi que par des besoins et modes de vie individuels.

Différents points de contact entre la société et l'environnement

Le cadre sociétal est lié au contexte écologique par le fait que la croissance démographique, les structures d'habitat et d'infrastructure, la mobilité croissante et l'augmentation du bien-être accentuent la pression sur l'environnement. Les habitudes de consommation et l'utilisation des ressources naturelles jouent un rôle important pour la préservation du bien-être à long terme.

2 Conditions-cadre économiques

Indicateurs sur internet

[Structure par branches](#)
[PIB réel par habitant](#)
[Intégration à l'économie internationale](#)
[Endettement des administrations publiques](#)
[Taux d'investissement](#)

Une économie est caractérisée par la structure de ses branches et de ses secteurs, autrement dit par la part que représentent ces branches et secteurs dans la valeur ajoutée et dans l'emploi (voir l'indicateur «[Structure par branches](#)»). Cette structure se modifie au fil du temps. L'économie n'évolue pas à un rythme constant, mais suit des cycles conjoncturels.

L'ampleur des relations internationales représente une autre caractéristique importante du contexte économique. En sus des facteurs d'ordre économique, diverses conditions générales d'ordre politique entrent aussi en ligne de compte. Font partie de ces conditions les finances publiques, les dépenses consacrées aux infrastructures publiques et la politique monétaire.

Conditions-cadre économiques pertinentes pour générer le bien-être

Les conditions-cadre économiques sont importantes principalement pour la création du bien-être matériel. Elles forment les bases permettant de produire des biens et de générer des revenus par l'utilisation de capitaux et par le travail. Les possibilités de production et l'importance des diverses activités économiques sont représentées par la structure des branches. L'indicateur «[Intégration à l'économie internationale](#)» montre l'évolution des exportations et des importations.

L'économie et la société en interaction

Le contexte économique a un impact sur la société par le biais du marché du travail: ce dernier est un moteur déterminant pour l'activité professionnelle et, partant, pour la situation financière de la population. Les interactions entre le contexte économique et le contexte de la société se manifestent entre autres dans les finances publiques, parmi lesquelles on trouve entre autres des dépenses pour la protection sociale, l'éducation, la santé, la culture et la sécurité.

L'économie verte, un pont entre l'économie et l'environnement

La production économique consomme des ressources et génère des émissions de polluants. Le concept de l'économie verte forme un pont plus récent dans les relations entre l'économie et l'environnement. Il postule une forme d'économie «qui tient compte du caractère limité des ressources et de la nécessité de respecter la capacité de régénération des ressources renouvelables, qui vise à améliorer l'efficacité de ces ressources et qui contribue de ce fait à renforcer les performances de l'économie et, partant, le bien-être en général».²

3 Conditions-cadre écologiques

Indicateurs sur internet

[Dépenses de protection de l'environnement](#)
[Impôts liés à l'environnement](#)

Utiliser les ressources naturelles de manière parcimonieuse est une condition importante pour la préservation du bien-être. Dans ce système d'indicateurs, les comportements et les réactions de la société face aux changements environnementaux sont comptés parmi les conditions-cadre écologiques. Ils englobent entre autres la protection de l'environnement mais aussi les innovations respectueuses de l'environnement et les comportements des consommateurs et des producteurs face à l'environnement. L'état de l'environnement et les prestations des écosystèmes ne font pas partie des conditions-cadre écologiques. Dans ce système d'indicateurs, le premier est considéré dans le capital naturel, les secondes dans les biens naturels.

² OFEV (2016): *Rapport à l'attention du Conseil fédéral, Économie verte*, p. 11; voir aussi SECO (2013): *Économie verte*, p. 4s., 25s.

Environnement et économie au service des générations futures

Le Conseil fédéral a pris plusieurs mesures (par ex. Stratégie énergétique 2050, décision du Conseil fédéral en 2010 sur l'économie verte), qui influencent les conditions-cadre économiques et écologiques en Suisse et visent à adopter une forme d'économie ménageant les ressources naturelles. Ainsi, la politique d'une économie verte doit permettre d'exploiter ces dernières de manière efficace et d'organiser une consommation des ressources respectueuses de l'environnement. Il convient ainsi de contribuer à ne pas menacer les ressources naturelles des générations d'aujourd'hui et de demain, tout en consolidant l'efficacité économique pour obtenir une évolution aussi favorable que possible du niveau de bien-être.³

Utilisation des ressources et habitudes de consommation de la société

La structure et l'évolution de la société ainsi que les transformations de ses normes ont des répercussions sur les conditions-cadre écologiques et, par-là, sur les bases écologiques de la société. La consommation des ressources naturelles est déterminée entre autres par les comportements de divers acteurs face à l'environnement, par exemple la manière d'exploiter les ressources ou les habitudes de consommation.

³ SECO (2013): *Économie verte*, p. 7

II Ressources

Dans le présent système d'indicateurs, le terme de «ressources» ou capitaux désigne, au sens le plus large, l'ensemble des richesses d'une société. Les ressources constituent *l'input* nécessaire à la création du bien-être. Elles sont essentiellement le résultat d'activités antérieures et elles déterminent – par leur volume, leur qualité et leur structure – le niveau de bien-être de la nation.

Quatre types de ressources

En accord avec les discussions qui ont lieu au plan international¹, nous distinguons quatre types de ressources: le capital économique, le capital naturel, le capital humain et le capital social. Ces quatre types de ressources sont mis en œuvre dans le cadre de différentes activités pour produire des biens et services. En complément au capital non financier et financier, notre modèle considère par exemple la qualité de l'environnement, le niveau de formation, l'état de santé de la population, les relations sociales et le niveau de confiance de la société.

Utilisation des ressources et préservation du bien-être

Pour que le niveau de bien-être puisse se maintenir ou même augmenter à long terme, il faut protéger, renouveler et étendre les ressources. Les générations actuelles ne doivent pas compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire leurs besoins de bien-être. C'est pourquoi le système d'indicateurs tient compte d'une part des investissements, d'autre part des effets des activités humaines (voir le thème principal IV), lesquelles modifient sans cesse le volume des ressources.

Importance des ressources pour le bien-être

Les ressources remplissent plusieurs fonctions dans la création et la préservation du bien-être. Outre leur rôle d'input pour la production, certaines ressources touchent directement des domaines de la vie qui sont étroitement liés au bien-être. La fortune des ménages, par exemple, est à la fois une composante

du capital économique et une ressource financière pour les ménages. Autre exemple: la formation est une composante du capital humain et une dimension du bien-être.

4 Capital économique

Indicateurs sur internet

[Stock de capital](#)

Le capital économique constitue le «bilan de l'économie»². Il comprend d'une part le capital financier, d'autre part le capital non financier qui sont engagés dans le processus de production des biens et services économiques (voir l'indicateur «[Stock de capital](#)»).

Le capital non financier peut être subdivisé selon la manière dont il est produit. Certains de ses éléments proviennent du processus de production économique. C'est le cas par exemple des bâtiments et des machines. D'autres – comme le sol, les ressources du sous-sol et l'eau – proviennent de la nature ou résultent de règles juridiques ou comptables (biens immatériels tels que brevets et droits d'exploitation).

Le tableau T1 présente les différents types de capital.

Création de bien-être par le capital économique

Le capital non financier contribue à la création du bien-être: il entre, avec le travail, dans le processus de production économique. Les biens et services produits constituent l'«offre» de bien-être matériel. Le volume et la structure du capital jouent un rôle important. Plus le stock de capital est important, plus le potentiel de production sera élevé et permettra de produire des biens pour satisfaire les besoins et créer des richesses. Pour créer, augmenter et étendre le capital économique, et assurer par là le potentiel de production futur, il est nécessaire de procéder à des investissements (voir le domaine thématique 12).

¹ voir p. ex. OCDE (2014): *Comment va la vie? 2013: Mesurer le bien-être*; UNECE (2014): *Conference of European Statisticians Recommendations on Measuring Sustainable Development*

² OFS (2013): *Stock de capital net non financier*, p. 3

Capital économique

T1

Capital économique	Exemples
Capital non financier	
Produit	
Actifs fixes	
Corporels	– Logements, génie civil, machines, véhicules, animaux, plantes
Incorporels	– Forages de prospection minière, logiciels informatiques, droits d'auteur
Stocks de biens	– Biens intermédiaires, produits finis et semi-finis, marchandises commerciales
Objets de valeur	– Métaux précieux, pierres précieuses, antiquités
Non produit	
Corporels	– Terrains constructibles, surfaces agricoles et forestières utiles, biens du sous-sol, réserves d'eau
Incorporels	– Brevets, droits d'exploitation, fonds commerciaux
Capital financier	– Avoirs en banque, argent liquide, crédits, titres (actions, obligations, produits structurés), actifs financiers auprès des caisses de pension

Source: OFS (2013): Stock de capital net non financier. p. 4.

© OFS 2022

La fortune, facteur de bien-être

Le capital financier, en particulier la fortune des ménages, exerce un effet direct sur le bien-être matériel de la population. Les ménages peuvent utiliser leur fortune pour financer leur consommation actuelle ou future. La fortune peut aussi servir de source de revenu par les intérêts ou les dividendes qu'elle rapporte. La fortune des ménages joue un rôle toujours plus important sous forme de capitaux d'épargne dans les institutions de prévoyance-vieillesse, où elles servent à garantir un revenu minimum à la retraite (voir le domaine thématique 18 et l'indicateur «[Fortune des ménages](#)»).

Capital économique et capital naturel

Le capital non financier et le capital naturel (domaine thématique 5) se recourent. Toutes les catégories de capital naturel auxquelles s'attache un droit de propriété et qui peuvent être pour leur propriétaire une source de profit économique font partie du capital économique. Toutes les richesses matérielles non produites (terrains, ressources du sous-sol, réserves d'eau) font partie aussi bien du capital économique que du capital naturel. De même, les animaux et les plantes, qui font partie des actifs fixes, font partie aussi du capital naturel. Mais dans le présent système d'indicateurs, le capital naturel est défini de manière plus large: il comprend aussi les écosystèmes tels que les forêts, les marais et l'atmosphère.

5 Capital naturel

Indicateurs sur internet

[Qualité de l'air](#)

[Qualité des eaux souterraines](#)

[Biodiversité](#)

Par capital naturel, on entend l'ensemble des êtres vivants et des constituants naturels inanimés de la Terre, qui forment notre environnement biophysique et qui sont une source de biens utiles à l'homme³. Le présent système d'indicateurs prend en considération les écosystèmes et les ressources abiotiques (par exemple les ressources minérales et énergétiques)⁴.

Ecosystèmes

La notion d'écosystème est à la base des domaines thématiques environnementaux (voir les domaines thématiques 9, 13 et 15). Un écosystème est un système dynamique constitué de communautés biotiques (plantes, animaux, micro-organismes) et d'un environnement non vivant, qui interagissent et qui forment une unité fonctionnelle⁵.

Création de bien-être par le capital naturel

Le capital naturel est une condition fondamentale de la vie; il contribue directement et indirectement à la création du bien-être (voir le domaine thématique 26). Sa capacité dépend de la qualité

³ UN et al. (2014a): *SEEA 2012 – Central Framework* § 2.17

⁴ UN et al. (2014b): *SEEA 2012 – Experimental Ecosystem Accounting* p. 24

⁵ UN et al. (2014a): *SEEA 2012 – Central Framework* § 2.21

et de la taille des écosystèmes⁶. La qualité des écosystèmes est mesurée ici d'après la [qualité de l'air](#), la [qualité des eaux souterraines](#) et la [biodiversité](#).

Constitution et préservation du capital naturel

Ce type de capital provient de la nature mais est influencé par les activités humaines. En font partie les processus naturels (voir le domaine thématique 9) et les effets de l'activité humaine (voir le thème principal IV). L'activité humaine se traduit par l'émission de polluants dans l'environnement et par des changements climatiques, mais elle peut aussi avoir des effets positifs (p. ex. protection contre les inondations, préservation de la fertilité du sol).

Capital naturel et capital économique

Le capital naturel est en rapport avec le capital économique. Des recoupements entre ces deux types de capital existent pour tous les biens matériels auxquels s'attachent des droits de propriété et qui peuvent procurer un avantage économique à leur propriétaire, comme la terre, les richesses du sous-sol et les réserves d'eau (voir le domaine thématique 4)⁷. Dans le présent système d'indicateurs, le capital naturel est considéré plus largement : il comprend les capitaux qui apportent une contribution non économique au bien-être⁸, par exemple certaines caractéristiques des écosystèmes comme la biodiversité et le climat⁹.

6 Capital humain

Indicateurs sur internet

[Niveau de formation](#)
[État de santé autoévalué](#)
[Espérance de vie](#)

Le capital humain est constitué du savoir, des qualifications, des compétences et de toute qualité individuelle contribuant au bien-être personnel, social et économique¹⁰. Les deux composantes essentielles du capital humain sont la formation et la santé. Dans le présent système d'indicateurs, elles sont représentées par les indicateurs relatifs au [niveau de formation](#) de la population, à [l'état de santé autoévalué](#) et à [l'espérance de vie](#).

Création de bien-être par le capital humain

Le capital humain contribue de diverses manières au bien-être. C'est un facteur essentiel de la production économique, surtout dans un pays comme la Suisse qui possède peu de ressources naturelles et dont l'économie repose en grande partie sur le capital humain. La Suisse a besoin d'une main-d'œuvre bien formée pour fabriquer les produits et fournir les services spécialisés qui caractérisent son économie, et pour assurer le développement et l'innovation technologique. Investi dans le travail rémunéré ou non rémunéré, le capital humain contribue à l'exécution des tâches domestiques et familiales. Il peut être investi aussi dans des activités de loisirs.

La formation et la santé, facteurs déterminants du bien-être

L'importance de la formation et de la santé pour le bien-être apparaît dans le fait que l'une et l'autre font partie des dix dimensions du bien-être (voir le thème principal VII). La formation et la santé sont en rapport avec d'autres dimensions du bien-être. Un niveau de formation élevé va généralement de pair avec un revenu élevé, une cohésion sociale forte, une criminalité réduite et une conscience environnementale forte¹¹. Un bon état de santé général a des effets favorables notamment sur l'emploi, le bien-être, la participation politique, les relations sociales et la qualité de la vie¹².

Constitution et préservation du capital humain

Le capital humain est déterminé en particulier par le système de formation et le système de santé, qui font partie des conditions cadres de la société (voir le domaine thématique 1). Mais d'autres ressources également sont dans un rapport d'interdépendance avec le capital humain. Ainsi, une bonne qualité de l'environnement et un capital social développé vont de pair avec un capital humain élevé¹³.

Pour préserver, voire augmenter à long terme le niveau de bien-être de la nation, il faut mettre en valeur activement le capital humain et le développer continuellement. C'est à cela que servent la formation de base et la formation continue, mais aussi toutes les formes d'apprentissage informel de la vie quotidienne et tout ce qui contribue à améliorer la santé.

⁶ UN et al. (2014b): *SEEA 2012 – Experimental Ecosystem Accounting*, § 1.53

⁷ Eurostat (2013): *SEC 2010*, §§ 1.86, 7.26

⁸ UN et al. (2014b): *SEEA 2012 – Experimental Ecosystem Accounting*, § 1.25. 2.21

⁹ UN et al. (2014b): *SEEA 2012 – Experimental Ecosystem Accounting*, § 2.12.

¹⁰ OCDE (2001): *Du bien-être des nations*, p. 19

¹¹ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 157

¹² OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 112

¹³ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 158, 234

7 Capital social

Indicateurs sur internet

Travail bénévole

Activités politiques

Confiance dans les institutions

Le capital social est une notion très générale qui n'est pas définie partout de la même manière. Dans le présent système d'indicateurs, le capital social comprend, conformément à la définition de l'OCDE, l'ensemble des relations sociales, des normes collectives, des valeurs et des rapports de confiance qui favorisent la coopération dans et entre les groupes sociaux¹⁴.

On peut distinguer quatre catégories de capital social (voir le tableau T2). Les relations personnelles sont le fondement de la vie sociale de l'individu. Dans le présent système d'indicateurs, elles sont représentées par l'indicateur «Réseau social». Les relations entre individus contribuent au développement de réseaux sociaux qui eux-mêmes favorisent l'entraide, l'engagement civique (représenté par les indicateurs «Travail bénévole» et «Activités politiques»), la confiance et l'adhésion aux normes collectives (voir l'indicateur «Confiance dans les institutions»).

Importance du capital social

Le capital social influence qualitativement et quantitativement différentes activités. Les relations sociales, notamment, exercent une influence sur le travail non rémunéré et sur les biens et services qui en résultent – par exemple les soins non rémunérés dans le ménage et le travail bénévole, qui apportent une contribution importante au bien-être général. Le bon usage des biens peut être favorisé ou amélioré par le capital social sous forme d'aides matérielles, pratiques, intellectuelles ou émotionnelles¹⁵.

Dans le domaine économique aussi, le capital social apporte une contribution importante au bien-être général. Un capital social élevé va de pair avec des performances économiques améliorées et un chômage réduit¹⁶. Cet effet favorable sur les performances économiques dépend de la confiance entre les membres d'une société et conduit notamment à une baisse des coûts de transaction (par ex. réduction des coûts inhérents à la conclusion et au contrôle des contrats) et à une hausse des activités d'investissement¹⁷.

Le capital social comme facteur de bien-être

Le capital social comprend des éléments qui relèvent de trois dimensions du bien-être: les relations sociales, la participation politique et le bien-être subjectif. En font partie les interactions sociales, les droits politiques et les normes sociales héritées du passé, qui n'évoluent que lentement et qui entretiennent des rapports favorables avec d'autres dimensions du bien-être. Un capital social élevé va généralement de pair avec moins de pauvreté, un niveau d'éducation plus élevé, une meilleure santé, moins de criminalité et plus de participation politique¹⁸. Mais le capital social peut avoir aussi des effets négatifs: exclusion de l'autre, préférence donnée aux membres du réseau dont on fait partie, conventions rigides entravant l'évolution de la société.

Capital social

T2

Capital social	Exemples
Individuel	
Relations personnelles	– contacts divers au sein de la famille, avec les amis, les voisins, les collègues et d'autres personnes de connaissance – activités pratiquées avec d'autres personnes
Entraide dans le cadre des relations sociales	– soins non rémunérés à autrui – entraide financière et entraide dans le cadre de réseaux professionnels
Collectif	
Engagement civique	– travail bénévole et participation politique
Confiance et coopération	– relations de confiance et de tolérance <i>Vertrauen in Institutionen</i> – confiance dans les institutions

Source: Scrivens, K., Smith, C. (2013): *Four Interpretations of Social Capital*, p. 19.

© OFS 2022

¹⁴ OCDE (2001): *Du bien-être des nations*, p. 47

¹⁵ Scrivens, K., Smith, C. (2013): *Four Interpretations of Social Capital*, p. 20

¹⁶ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 188

¹⁷ Arrow, K. J. (1972): *Gifts and Exchanges*

¹⁸ voir OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 188; Scrivens, K., Smith, C. (2013): *Four Interpretations of Social Capital*, p. 9

Constitution et préservation du capital social

La préservation et le développement du capital social, comme de toutes les autres ressources, est une condition importante du bien-être à long terme. Pour préserver le capital social, il faut d'une part des conditions cadres favorables aux interactions sociales, à la participation et à la cohésion sociale (voir le domaine thématique 1). Il faut d'autre part que le capital social soit utilisé activement, par ex. dans l'entretien des relations sociales ou dans les activités politiques.

III Activités

Dans le présent système d'indicateurs, tous les processus de soutien et de création de valeur ajoutée dans lesquels les ressources de la fortune sont transformées en biens et services sont qualifiés d'«activités». Les processus économiques constituent les activités les plus connues, mais les activités qui ne sont pas déterminées par des mécanismes du marché (par exemple prestations de soins et prise en charge d'enfants non rémunérées) sont également essentielles. En outre, certaines activités ont une fin en soi, ce qui est typiquement le cas des activités de loisirs.

Activités relevant de la société, de l'économie et de l'environnement

Dans ce système d'indicateurs, les activités se composent de la production économique (domaine thématique 8), des processus naturels (domaine thématique 9), du travail non rémunéré (domaine thématique 10) et des autres activités (domaine thématique 11). On prend donc ici en considération diverses activités issues des domaines de la société, de l'économie et de l'environnement. Ces activités comprennent, en sus des processus de production économiques (dans lesquels sont aussi produites des prestations de l'éducation et de la santé), les processus naturels (par lesquels sont créées des prestations des écosystèmes), les travaux domestiques et familiaux ainsi que d'autres activités comme les activités éducatives et de loisirs.

Bénéfice tiré des activités

Le bénéfice tiré des activités se traduit de différentes manières: d'une part, il se manifeste dans la création de certaines bases naturelles qui sont nécessaires pour la vie. Il peut aussi consister dans la mise à disposition de biens et de services qui peuvent être consommés. Enfin, il peut résider dans l'activité même, ce qui est typiquement le cas dans les activités de loisirs ou dans le travail bénévole organisé (par ex. pour une organisation culturelle).

Interdépendances avec les ressources

Toutes les activités sont en étroite interaction avec les ressources de la fortune. D'une part, elles dépendent de la capacité des ressources. C'est par exemple le cas dans la productivité du travail, qui est déterminée par les trois facteurs capital économique, travail (capital humain) et sol (capital naturel). D'autre part, les activités ont des effets sur les ressources (voir thème principal IV).

8 Production économique

Indicateurs sur internet

Productivité du travail
Dépenses de recherche et développement
Stock de capital
Taux d'activité

L'utilisation de capital, de main-d'œuvre et de consommation intermédiaire permet de produire des biens et de fournir des services.¹ Font partie de la production économique aussi bien les activités des entreprises privées que celles des pouvoirs publics. Outre l'utilisation de capital et de travail, la production économique est déterminée avant tout par la productivité. Celle-ci montre à quel point les facteurs de production sont utilisés de manière efficace. La recherche et le développement ainsi que les innovations constituent des facteurs importants pour la productivité. Dans le présent système d'indicateurs, la production économique est donc présentée à l'aide des indicateurs «Productivité du travail», «Dépenses de recherche et développement», «Stock de capital» et «Taux d'activité».

Font aussi partie de la production économique la production d'énergie ainsi que l'extraction et le traitement de matières premières, lesquelles sont à leur tour réinjectées dans le processus de production. Ces activités doivent être délimitées des processus naturels (domaine thématique 9).

À distinguer également de la production économique les activités domestiques et personnelles qu'un ménage accomplit pour son propre compte (voir domaine thématique 11).²

¹ Eurostat (2013): SEC 2010, § 3.07

² Eurostat (2013): SEC 2010, § 3.09

La contribution de la production économique au bien-être

La production économique sert à la création de bien-être matériel: Les biens et services produits forment une partie essentielle de l' «offre» de bien-être (par ex. aliments, habits, appareils électroniques, prestations de transport, offres de loisirs, etc.). Comme la production crée des revenus du travail et du capital, elle influence directement la situation matérielle des ménages (domaine thématique 18). Le travail, qui représente un input de la production économique, est aussi un important aspect de la vie humaine et à ce titre une composante de la dimension du bien-être «Travail et loisirs» (domaine thématique 20).

Facteurs d'influence sur la production économique

Les évolutions sur le marché du travail (par ex. la plus forte participation des femmes à la vie active, l'extension du travail à temps partiel, les évolutions du niveau et de la structure du chômage, mais aussi le niveau de qualifications des actifs occupés) influencent le facteur travail et, partant, la production. Outre la disponibilité et la structure des inputs travail et capital, les conditions-cadre économiques jouent elles aussi un rôle décisif. Ainsi, la compétitivité, la structure des branches, la capacité d'innovation et leurs évolutions déterminent de manière essentielle les possibilités de production. De même, l'évolution de la conjoncture au niveau mondial est un important facteur d'influence en raison des relations internationales.

9 Processus naturels

Les processus naturels sont des interactions au sein d'écosystèmes et entre écosystèmes par lesquels sont créés des biens naturels (par ex. ressources naturelles souterraines; voir le domaine thématique 15).³ En considérant ces processus biologiques, chimiques et physiques, le présent système d'indicateurs tient compte de la large perspective voulue englobant les domaines thématiques pertinents pour l'environnement et centrés sur les écosystèmes (voir le domaine thématique 5).

Comme exemples de processus naturels, on peut mentionner les processus entre les écosystèmes terrestres (par ex. forêts), l'écosystème marin et l'atmosphère⁴, mais aussi les dangers naturels (tempête, incendie de forêt, etc.).⁵

Comme il est difficile de mesurer directement de tels processus, il n'y a pas d'indicateurs s'y rapportant. On évalue donc de manière indirecte comment ces processus influent sur le capital naturel et sur les prestations des écosystèmes.⁶ Le présent système d'indicateurs compte des indicateurs sur les prestations des écosystèmes (voir le domaine thématique 15).

³ UN et al. (2014b): *SEEA 2012 – Experimental Ecosystem Accounting*, § 2.13s

⁴ UN et al. (2014a): *SEEA 2012 – Central Framework*, § 2.21.

⁵ UN et al. (2014b): *SEEA 2012 – Experimental Ecosystem Accounting*, § 2.1

⁶ UN et al. (2014b): *SEEA 2012 – Experimental Ecosystem Accounting*, § 2.16

La contribution des processus naturels au bien-être

Les processus naturels fournissent des prestations de soutien et représentent ainsi des bases fondamentales pour la vie. Ils sont en interaction avec le capital naturel et influencent les biens naturels. Les processus naturels apportent de la sorte une contribution indirecte mais fondamentale à la création et au maintien du bien-être.

10 Travail non rémunéré

Indicateurs sur internet

[Travail domestique et familial](#)

[Travail bénévole](#)

Le travail non rémunéré est défini comme un travail qui n'est pas rétribué, mais qui, en principe, pourrait être effectué contre rémunération par des tiers. Ce «critère de la tierce personne» distingue le travail non rémunéré d'autres activités (voir le domaine thématique 11) qui servent à une propre satisfaction ou utilisation. Le concept du travail non rémunéré englobe le travail domestique et familial (par ex. préparer les repas, nettoyer, s'occuper de personnes vivant dans le propre ménage) ainsi que le travail bénévole informel et institutionnalisé (par ex. aide aux connaissances et à la parenté ainsi que les activités bénévoles au sein d'associations et d'organisations).

La contribution du travail non rémunéré au bien-être

La contribution du travail non rémunéré au bien-être est multiple. Ce travail sert d'une part à produire des biens et services sans passer par le marché (par ex. éducation des propres enfants et travail bénévole) (voir domaine thématique 16). De plus, les prestations qui sont fournies pour une autre personne renforcent les relations personnelles, la cohésion de la société et, partant, le capital social (voir le domaine thématique 7).

Le travail non rémunéré a aussi une influence directe sur le bien-être et fait donc partie de plusieurs dimensions du bien-être: le travail domestique et familial est une composante de la dimension du bien-être «Travail et loisirs» (voir le domaine thématique 20), tout comme le travail bénévole, qui est en plus un élément de la dimension «Relations sociales» (voir le domaine thématique 23).

Facteurs d'influence sur le travail non rémunéré

Le capital humain et la situation matérielle forment la base des travaux domestiques et familiaux. Pour le travail bénévole et les aides personnelles aux connaissances et à la parenté, il faut en plus aussi solliciter le capital social.

Les conditions-cadre de l'économie et de la société ont également une influence sur le travail non rémunéré. Pour les travaux domestiques et familiaux, elles se reflètent dans la structure des ménages et dans la flexibilisation de l'horaire de travail. L'évolution démographique est entre autres importante pour le travail bénévole en ce sens, par exemple, que la prise en charge non rémunérée des enfants est assurée également par les grands-parents.

Le volume du travail non rémunéré est en rapport avec d'autres activités qui sont liées au travail ou aux loisirs. Le travail non rémunéré, à l'instar de ces activités, nécessite du temps, qui n'est disponible que dans une mesure limitée.

11 Autres activités

Indicateurs sur internet

Pratiques culturelles

Les autres activités englobent des activités personnelles et sociales qui, d'une part, fournissent une contribution à un bénéfice personnel, comme le repos/le sommeil, les soins corporels ou la formation/formation continue. D'autre part, de telles activités servent aussi à une satisfaction personnelle. Exemples de ces dernières: lire, faire du sport, rencontrer des amis ou aller à un concert. Ces activités se caractérisent par le fait qu'elles ont en général une fin en soi.

Elles doivent être délimitées du travail non rémunéré (voir le domaine thématique 10). Les autres activités sont des activités qui sont accomplies en premier lieu pour son propre bien-être et qui ne peuvent pas ou pas de manière sensée être déléguées à d'autres personnes.

Dans ce système d'indicateurs, les autres activités sont décrites à l'aide des indicateurs «Pratiques culturelles» et «Niveau de formation».

La contribution des autres activités au bien-être

Ces activités ne servent pas toujours à produire des biens et des services, comme c'est le cas pour les autres formes d'activité pertinentes pour le bien-être. Bien plus, elles procurent souvent un bénéfice pour soi-même. L'utilisation de l'offre culturelle par exemple influence directement le bien-être. C'est la raison pour laquelle les pratiques culturelles des personnes font aussi partie de la dimension du bien-être «Travail et loisirs» (voir le domaine thématique 20).

Parallèlement, ces autres activités contribuent à l'édification et au maintien du capital humain et social en accroissant les connaissances sur la société (par exemple par la lecture), en influant de manière bénéfique sur la santé (par exemple par le repos) et en favorisant les relations personnelles.

Facteurs d'influence sur les autres activités

La possibilité d'exercer d'autres activités est en rapport avant tout avec le capital humain d'une personne⁷ ainsi qu'avec sa situation matérielle et son capital social. Par ailleurs, ces activités sont aussi influencées par les conditions-cadre de la société (structure par âge et structure des ménages, offre culturelle, etc.).

Le volume de l'exercice des autres activités est aussi en rapport avec la production économique (voir le domaine thématique 8) et le travail non rémunéré (voir le domaine thématique 10). Les autres activités, à l'instar de la production économique et du travail non rémunéré, nécessitent du temps. La work-life-balance, à savoir la conciliation entre vie professionnelle, vie familiale et loisirs, joue ici un rôle déterminant.

⁷ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 145

IV Effets sur les ressources

L'utilisation des différents types de capital dans le processus de création du bien-être modifie les ressources elles-mêmes. Ces modifications peuvent résulter soit de décisions ciblées d'investissement, soit apparaître comme des effets annexes positifs ou négatifs; autrement dit, les activités humaines et naturels peuvent accroître ou diminuer le capital humain, social, naturel et économique. Dans le présent système d'indicateurs, les effets sur les ressources sont constitués d'une part des investissements (voir le domaine thématique 12), d'autre part des effets des différentes activités (voir le domaine thématique 13).

Effets positifs et négatifs des activités sur la société, l'économie et l'environnement

Les investissements économiques dans le capital physique et les investissements éducatifs dans le capital humain sont des exemples d'activités délibérées ayant des effets positifs sur les ressources. À noter que, du fait de l'interdépendance de la société, de l'économie et de l'environnement, un investissement ne se limite souvent pas à un seul de ces trois domaines, mais peut avoir des effets simultanément sur plusieurs types de ressources. Ainsi, l'éducation et l'utilisation du capital humain ont des effets positifs aussi bien sur le capital humain et le capital social que sur le capital économique (par exemple via les activités de recherche ou les gains de productivité). Le terme «économie verte», pour citer un autre exemple, désigne une forme d'économie axée sur une utilisation efficiente et respectueuse des ressources naturelles. Un autre exemple nous est fourni par le travail bénévole, qui vise une fin en soi mais qui a aussi des effets annexes positifs en renforçant les relations sociales et en contribuant à la constitution du capital social. Comme exemple d'effet négatif de l'activité humaine, on peut citer la pollution de l'air, de l'eau et du sol, effet annexe qui porte atteinte aux ressources naturelles.

Effets des activités et préservation du bien-être

Dans le système d'indicateurs, les effets des activités humaines sont importantes surtout parce que la préservation et le développement des ressources sont des conditions essentielles à la garantie du bien-être à long terme. Cette thématique est très

présente dans les débats politiques, sociaux et économiques.¹ Les questions liées à l'éducation, à la recherche et développement et à la préservation des ressources naturelles mobilisent depuis longtemps l'attention.

12 Investissements

Indicateurs sur internet

Taux d'investissement

Dépenses de recherche et développement

Dépenses de santé

Dépenses publiques d'éducation

Les investissements servent à préserver, accroître et renouveler les ressources. Dans le présent système d'indicateurs, on s'intéresse surtout aux investissements dans le capital économique et dans le capital humain.

Investissements dans le capital économique et dans le capital humain

On parle d'investissements dans le capital économique lorsque l'on acquiert des biens d'investissement. La formation de capital fixe représente de loin la plus grande partie de ces investissements. Elle englobe l'acquisition de biens tels que les machines, les bâtiments, les routes. Les dépenses pour la recherche et le développement font aussi partie de la formation de capital fixe². Les investissements dans le capital économique peuvent aussi concerner le capital naturel, par ex. les dépenses consenties pour l'élimination des déchets, la protection des eaux, la lutte contre le bruit et la protection de l'air. Les investissements dans les nouvelles technologies peuvent contribuer à réduire la consommation de matières et d'énergie ainsi que les émissions de polluants³.

¹ par exemple dans le programme de la législature du Conseil fédéral; voir le message du 27 janvier 2016 sur le programme de la législature 2015 à 2019, FF 2016 981

² Eurostat (2013): *SEC 2010*, § 3.122ss

³ UN et al. (2014a): *SEEA 2012 – Central Framework*, § 4.72

Dans le présent système d'indicateurs, les dépenses des pouvoirs publics et des entreprises pour la formation et la formation continue, ainsi que les dépenses de santé, sont considérées comme des investissements dans le capital humain.

Les activités de la population en matière de formation et de formation continue ne sont pas comptées dans les investissements. Ces activités ne consistent pas en l'acquisition de biens d'investissement. Elles sont traitées dans le domaine thématique des effets des activités (voir le domaine thématique 13).

Contribution des investissements au bien-être

Les investissements dans le capital humain concernent directement le bien-être, car la formation et la santé sont des aspects essentiels de la vie et font partie des dix dimensions du bien-être (voir les domaines thématiques 21 et 22).

Les investissements dans le capital économique fournissent surtout une contribution indirecte au bien-être. Ils permettent de préserver les potentiels disponibles pour créer le bien-être. On peut aussi évoquer dans ce contexte la préservation de l'environnement par des investissements dans les économies d'énergie, dans les économies de ressources et dans la réduction des émissions de polluants.

Les investissements ont un effet «différé» sur le bien-être. Ils sont financés par l'épargne (nationale ou internationale). Mais l'épargne implique une renonciation à consommer. Pour préserver le bien-être, il faut trouver un équilibre entre consommation et épargne.

Facteurs d'influence sur les investissements

Les investissements sont axés sur l'avenir. Ils sont par définition utilisés dans le processus de production pendant plus d'une année⁴. Des conditions-cadre sociales et économiques stables sont nécessaires pour procéder à des investissements (par ex. confiance dans les institutions, sécurité juridique, conjoncture favorable). Les dépenses des pouvoirs publics pour l'éducation et la santé dépendent entre autres de l'endettement de la Confédération, des cantons et des communes.

13 Effets des activités

Indicateurs sur internet

Surfaces d'habitat et d'infrastructure

Utilisation d'énergie

Consommation de matières

Émissions de gaz à effet de serre

Déchets urbains

Les effets des activités correspondent aux effets sur les ressources du processus de création du bien-être (voir le thème principal III) et de l'utilisation des biens (voir le thème principal VI).

Modifications voulues ou involontaires des ressources

Les effets des activités sur le capital économique comprennent les accroissements et les diminutions du capital réel et du capital financier ne résultant pas d'investissements. Elles sont résumées sous le terme de «autres changements de volume d'actifs et de passifs». Elles comprennent par exemple la destruction du capital ainsi que les gains et pertes de détention⁵. Les investissements dans le capital économique sont saisis à part (voir le domaine thématique 12) car il s'agit d'acquisition de biens d'investissement et non des effets d'une activité.

Les activités de production et de consommation influent également sur le capital naturel. Ces activités consomment de l'énergie, des matières, des surfaces d'habitat et d'infrastructure, et elles produisent des gaz à effet de serre et des déchets.

Les effets sur le capital humain comportent d'une part l'accroissement voulu de ce dernier par la formation et la formation continue. D'autre part, le capital humain peut être augmenté par des effets annexes positifs dans le travail ou dans les loisirs (par exemple par la lecture ou l'apprentissage d'une langue étrangère) ou être diminué par des effets négatifs tels que le chômage, la maladie et une interruption précoce du parcours de formation.

Le capital social peut être accru par le travail non rémunéré, mais aussi par diverses activités de loisirs (par exemple rencontrer des amis). Il convient de noter aussi que des évolutions telles que l'individualisation de la société peuvent entraîner des changements dans la composition du capital social et même une diminution de ce dernier⁶.

⁴ Eurostat (2013): *SEC 2010*, § 3.124

⁵ Eurostat (2013): *SEC 2010*, § 6.02ss

⁶ voir par ex. Freitag, M. (2014): *Das soziale Kapital der Schweiz*, p. 246

V Biens et services

Le système d'indicateurs «Mesure du bien-être» est une description très large des éléments qui agissent sur le bien-être. Il englobe autant les biens matériels que les biens immatériels qui sont produits dans la société, l'économie et l'environnement. Les biens et services ont différentes fonctions. Ils peuvent être utilisés pour couvrir un besoin spécifique, mais aussi être une propriété fondamentale de l'environnement sans laquelle la vie ne serait pas possible.

Les biens et services font le lien entre les ressources et le bien-être. Ils résultent d'une combinaison de ressources et d'activités et constituent l'«offre» de bien-être.

Types de biens et services

Dans le présent système d'indicateurs, on distingue les biens économiques (domaine thématique 14), les biens naturels (domaine thématique 15), les biens du travail non rémunéré (domaine thématique 16) et les biens sociaux (domaine thématique 17). Outre les biens économiques, dont la valeur ajoutée est prise en compte dans le produit intérieur brut (PIB), sont considérés des aspects comme l'offre d'eau, de paysages naturels ou de travail bénévole.

Changement de la qualité, de la quantité et de la nature des biens et services

La quantité, la qualité et la nature des biens et services changent constamment en fonction des ressources mais aussi selon la nature et le volume des activités. Ils reflètent le niveau de bien-être de l'économie nationale. La croissance du bien-être matériel exerce une influence sur les besoins. Ces changements consistent en des améliorations qualitatives difficiles à quantifier ou se traduisent par l'offre de nouvelles marchandises et de nouveaux services. Ils englobent par exemple des innovations dans le domaine de la communication et de l'informatique, les produits bio et les produits du commerce équitable, mais aussi la demande accrue de prise en charge extra-familiale des enfants due à la plus grande participation des femmes au marché du travail.

14 Biens et services économiques

Indicateurs sur internet

[PIB réel par habitant](#)

[Structure par branches](#)

Les biens et services économiques sont le résultat du processus de production économique (voir le domaine thématique 8). La valeur de ces biens et services, après déduction de la consommation intermédiaire et après prise en compte des impôts et des subventions sur les produits, correspond au produit intérieur brut ou à la valeur ajoutée par la production nationale.¹

Le terme de biens et services économiques est pris dans un sens très large. Il s'agit de biens de consommation tels que les aliments, les vêtements, les produits de soins corporels, les produits électroniques grand public, mais aussi de services comme les prestations des assurances, les voyages de vacances et les travaux de réparation. Font aussi partie des biens et services économiques les biens d'investissement (voir le domaine thématique 12) comme les machines, l'informatique pour entreprises, les techniques de mesure et de contrôle, etc. Il en est de même des biens (de protection) de l'environnement comme les filtres pour cheminée, les catalyseurs, les stations d'épuration des eaux usées, les biens et services pour produire de l'énergie renouvelable, etc.

Les biens et services économiques ne s'échangent pas seulement sur le marché

La majeure partie des biens et services économiques sont vendus sur le marché. Mais il existe aussi des biens et services qui, pour des raisons politiques, sont remis gratuitement ou écoulés à un prix très bas. Ces biens et services dits non marchands sont produits par les pouvoirs publics et les entreprises sans but lucratif². Ils incluent des prestations dans les domaines éducatif, sanitaire, social et culturel comme l'école primaire gratuite ou les billets d'entrée à prix réduit dans les musées. Les services collectifs comme la défense et la sécurité, l'administration publique

¹ Eurostat (2013): SEC 2010, § 1.133

² Eurostat (2013): SEC 2010, § 3.16ss

ou la diffusion de statistiques accessibles à tous ne sont pas non plus vendus sur le marché, mais mis à disposition par les pouvoirs publics.

Effets des biens et services économiques sur le bien-être

Les biens et services économiques ont différents effets sur le bien-être. En tant que biens de consommation ils forment, avec les biens et services produits par le travail non rémunéré, l'«offre de bien-être» qui sert à couvrir les divers besoins de la population (voir le domaine thématique 18). Les biens et services d'investissement servent à renouveler et à augmenter le capital économique, ce qui garantit la création du bien-être matériel à long terme.

Facteurs d'influence sur les biens et services économiques

Le volume de production de biens et services économiques dépend de l'activité économique et de ses facteurs déterminants (marché du travail, marché des capitaux, conditions-cadre; voir le domaine thématique 8). En même temps, les besoins et la demande des ménages contribuent à déterminer les marchandises et les services qui sont produits. Une société où le rapport de dépendance des personnes âgées est élevé, par exemple, demandera davantage de biens et services de santé (médicaments, consultations médicales, opérations); une société valorisant l'écologie consommera plus de produits respectueux de l'environnement. La production de biens non marchands par les pouvoirs publics dépend de l'état des finances publiques mais aussi de la définition politique des tâches de l'État et des prestations que celui-ci doit subventionner (par ex. frais médicaux de base, transports publics).

15 Biens et services naturels

Font partie des biens et services naturels, dans le présent système d'indicateurs, les services abiotiques et les services rendus par les écosystèmes³. Il s'agit d'une part des biens fournis par les composants inanimés de la nature, comme les richesses du sol et les énergies renouvelables et non-renouvelables disponibles⁴, d'autre part des bénéfices économiques ou non économiques produits par les écosystèmes⁵. Les biens et services naturels représentent le lien entre le capital naturel et les bénéfices qu'ils procurent.

³ UN et al. (2014b): *SEEA 2012 – Experimental Ecosystem Accounting*, p. 24

⁴ UN et al. (2014b): *SEEA 2012 – Experimental Ecosystem Accounting*, § 3.19

⁵ UN et al. (2014b): *SEEA 2012 – Experimental Ecosystem Accounting*, § 2.23; UN et al. (2014a): *SEEA 2012 – Central Framework*, § 2.22

Importance des services rendus par les écosystèmes

Les services rendus par les écosystèmes incluent différentes prestations dont le capital naturel forme la base (voir le domaine thématique 5) et qui proviennent des processus naturels (voir le domaine thématique 9). Ils peuvent être subdivisés en services d'approvisionnement, services de régulation et services culturels⁶. Les services d'approvisionnement constituent notamment des facteurs d'input pour la production économique. En font partie l'eau, le bois ainsi que les paysages naturelles et culturels. Les services de régulation comprennent notamment les services des écosystèmes qui contribuent à la régénération du capital naturel. Exemples: les protections naturelles contre les avalanches, les chutes de pierre et les crues et l'effet de puits de carbone de la forêt. Dans la catégorie des services culturels, on trouve les services des écosystèmes qui contribuent, dans un environnement préservé, à la détente des humains. En font partie, outre le patrimoine naturel, les espaces verts et les espaces publics⁷.

Contributions multiples des écosystèmes au bien-être

Les contributions des écosystèmes au bien-être sont multiples. D'une part, ils créent un bénéfice économique en servant d'input pour la production de biens économiques: produits végétaux et animaux, eau, énergie, mais aussi les prestations touristiques, etc. D'autre part, les écosystèmes procurent aux humains des bénéfices non économiques. On peut citer ici comme exemples les services de protection naturelle, la diversité naturelle, le calme, une bonne qualité de l'air et divers services de l'environnement pour la détente⁸. Sont concernées surtout les dimensions suivantes du bien-être: «Santé» (domaine thématique 22), «Qualité de l'environnement» (domaine thématique 26) et «Bien-être subjectif» (domaine thématique 27).

16 Biens et services du travail non rémunéré

Indicateurs sur internet

Travail domestique et familial

Travail bénévole

Les biens et services produits par le travail rémunéré ne s'échangent pas sur le marché. Il s'agit de prestations comme l'éducation des enfants, les soins aux personnes, la lessive, ou d'activités administratives pour des associations, ou de marchandises telles que les produits artisanaux ou repas confectionnés soi-même. Ces biens ont une énorme importance économique. Ils font l'objet du compte satellite «Production des ménages», lequel complète les Comptes nationaux et met la valeur du travail

⁶ UN et al. (2014b): *SEEA 2012 – Experimental Ecosystem Accounting*, § 3.4

⁷ UN et al. (2014b): *SEEA 2012 – Experimental Ecosystem Accounting*, p. 56s

⁸ UN et al. (2014b): *SEEA 2012 – Experimental Ecosystem Accounting*, p. 24

non rémunéré en relation avec la valeur ajoutée brute totale du pays. Les résultats obtenus montrent que la production des ménages en Suisse correspond à environ 40% de la valeur ajoutée brute de l'économie suisse⁹.

Les biens et services du travail non rémunéré contribuent au bien-être

Les biens et services produits par le travail non rémunéré, comme les biens et services économiques (voir le domaine thématique 14), font partie de l'offre de bien-être et couvrent des besoins matériels. De plus, les relations sociales et les relations interpersonnelles (en particulier dans le travail bénévole informel) ainsi que l'engagement pour certains idéaux (par ex. objectifs sociaux, politiques ou culturels) jouent un rôle important dans la production de ces biens et services. Celle-ci fournit ainsi également une contribution au bien-être immatériel.

Facteurs d'influence sur les biens du travail non rémunéré

L'organisation de la société et de l'économie détermine si certaines marchandises et certains services sont proposés sur le marché ou s'ils le sont dans le cadre du travail non rémunéré. La diminution progressive de la taille des ménages et l'augmentation du taux d'activité des femmes peuvent entraîner un déplacement de la production de certains biens vers le marché (par ex. convenience food, nettoyage des logements par des entreprises spécialisées, crèches pour enfants). La répartition du temps entre les différentes activités (travail rémunéré, travail non rémunéré et autres activités; voir le domaine thématique 20) joue aussi un rôle déterminant sur le mode de production des biens et services (marché ou travail non rémunéré).

17 Biens et services sociaux

Les biens et services sociaux reposent sur le capital social et sont le résultat de la vie et des activités en commun. Il n'existe pas de définition uniforme des biens sociaux. Rawls en a donné une définition très large: par biens sociaux, on entend des droits et des libertés, des pouvoirs et des chances sociales ainsi que des revenus, de la richesse et de l'estime de soi¹⁰. D'autres définitions assimilent les biens sociaux à des biens publics ou collectifs¹¹. Dans ce système d'indicateurs, l'approche des biens et services sociaux est très spécifique: ceux-ci sont définis comme le résultat de diverses activités accomplies avec d'autres personnes (voir le domaine thématique 11). En font partie par exemple des

activités telles qu'inviter des amis à manger, faire une promenade à plusieurs, assister à un concert ou se faire aider par la famille ou des connaissances pour trouver un emploi.

Biens et services sociaux et activités sociales

Dans les activités sociales, c'est généralement l'activité elle-même qui est considérée et non son résultat. De plus, l'activité, le bien et l'utilisation du bien coïncident souvent dans le temps et dans l'espace. C'est pourquoi les domaines thématiques «Capital social» (domaine 7), «Autres activités» (domaine 11), «Biens et services sociaux» et l'utilisation de ces derniers (thème principal VI) ne sont que difficilement dissociables. Compte tenu de ces points communs, le système d'indicateurs ne comprend aucun indicateur reproduisant directement les biens et services sociaux. Des tels indicateurs figurent plutôt dans les domaines thématiques «Capital social» et «Autres activités».

Biens et services sociaux et bien-être

Les biens et services sociaux représentent l'«offre» issue du capital social et des activités sociales. La contribution de cette offre immatérielle au bien-être se manifeste en particulier dans les dimensions suivantes du bien-être: «Travail et loisirs» (domaine thématique 20), «Relations sociales» (domaine thématique 23), «Participation politique» (domaine thématique 24), «Sécurité physique» (domaine thématique 25) et «Bien-être subjectif» (domaine thématique 27).

⁹ OFS (2004): *Compte satellite de production des ménages*, voir aussi OFS (2017): *La valeur du travail non rémunéré se monte à 408 milliards de francs*

¹⁰ Rawls, J. (1971): *A Theory of Justice*, p. 62

¹¹ Dans ce système d'indicateurs, les biens collectifs forment une partie des biens économiques (biens non marchands des pouvoirs publics; voir le domaine thématique 14).

VI Utilisation des biens et services

Indicateurs sur internet

Consommation finale effective des ménages

Travail domestique et familial

Travail bénévole

Dans le système d'indicateurs «Mesure du bien-être», on part de l'idée que les activités sociales, économiques ou naturelles produisent à partir des ressources des biens et des services qui représentent donc l'«offre». Mais on ne peut parler véritablement de bien-être que si cette offre est utilisée et que les biens sont employés ou consommés par les humains. Ainsi, l'offre existante de logements, par exemple, n'est considérée comme profitable qu'à partir du moment où des logements sont cherchés, trouvés, aménagés et habités. Pour prendre un autre exemple, on doit pouvoir et vouloir recourir effectivement aux prestations offertes dans le domaine de la santé pour pouvoir tirer un bénéfice individuel de ces prestations. L'utilisation des biens et services représente donc la dernière étape dans la création du bien-être.

Utilité des biens et services et situation matérielle

Dans le présent système d'indicateurs, le thème principal «Utilisation des biens et services» recoupe la dimension «Situation matérielle» (voir le domaine thématique 18). Si le premier est envisagé au niveau macroéconomique (voir l'indicateur «[Consommation finale effective des ménages](#)»), le second considère la consommation au niveau des ménages. Dans une perspective macroéconomique, on considère – en plus des dépenses de consommation directes des ménages – les prestations offertes par les pouvoirs publics et les organisations sans but lucratif (par ex. écoles publiques, tarifs réduits dans les transports publics, prestations sociales et culturelles des organisations sans but lucratif). On appréhende ainsi la consommation effective des ménages en y incluant les biens et services que les ménages consomment sans les payer directement, autrement dit sans les financer de leur poche.

Interdépendances avec les ressources

L'utilisation des biens et services est en rapport avec les ressources (voir le thème principal II) et peut influencer positivement ou négativement sur celles-ci. Toute activité visant à préserver sa propre santé exerce par exemple une influence positive car elle vient renforcer le capital humain. L'utilisation des biens et services a en revanche une influence négative sur le capital humain lorsqu'elle épuise des ressources, produit des déchets et fragilise l'environnement par des émissions de polluants.

Inversement, certaines ressources peuvent influencer l'utilisation des biens et services. Exemples: un capital humain plus élevé permet de mieux exploiter le potentiel de nouveaux appareils techniques; le capital social (sous forme de relations sociales) peut être utilisé pour trouver un logement ou un emploi. Il est difficile de quantifier de tels effets, raison pour laquelle ils ne sont pas représentés par des indicateurs dans ce système.

VII Bien-être

Le bien-être est une valeur essentielle des sociétés d'aujourd'hui¹. Promouvoir la prospérité commune, autrement dit le bien-être de la collectivité, est en Suisse un des objectifs politiques de l'État en vertu de l'article 2 de la Constitution².

Qu'est-ce que le bien-être?

Par bien-être, on entend la possibilité pour une population de disposer de moyens suffisants pour satisfaire ses besoins, organiser sa vie de manière autonome, utiliser et développer ses capacités, poursuivre ses objectifs³. Cela ne va pas sans des conditions cadres appropriées. Le terme de bien-être est utilisé ici comme synonyme de qualité de vie; il correspond au terme anglais de well-being.

Le bien-être, une notion pluridimensionnelle

Le bien-être est une notion pluridimensionnelle qui comprend différents aspects. Dans le présent système d'indicateurs, qui s'appuie sur les résultats d'une réflexion menée au niveau international⁴, le bien-être comporte dix dimensions (voir domaines thématiques 18–27), dont quelques-unes sont formulées dans les objectifs sociaux de la Constitution fédérale⁵. Certaines dimensions sont d'ordre matériel, d'autres d'ordre immatériel. Les premières comprennent la situation financière des ménages (revenu, fortune), la consommation, le logement et le travail. Les dimensions immatérielles du bien-être sont la santé, la formation, les relations sociales, la qualité de l'environnement, etc. À ces aspects objectifs s'ajoutent des aspects subjectifs, qui comprennent l'appréciation et la perception du bien-être sur le

plan cognitif, et qui sont l'expression du bien-être subjectif (voir domaine thématique 27). Lorsqu'on mesure le bien-être, on porte une attention particulière à la question de sa répartition; on examine dans quelle mesure chaque groupe de population participe au bien-être et si certains groupes subissent des désavantages cumulés.

Création, répartition et préservation du bien-être

Le système d'indicateurs décrit le bien-être, sa création, sa répartition et sa préservation. Il permet d'examiner dans quelle mesure les ressources disponibles et les activités humaines produisent des biens et services (et par là même une «offre» de bien-être), si le bien-être ainsi «produit» bénéficie effectivement aux personnes et aux ménages, et s'il est une source de satisfaction subjective. Il faut veiller à ce que le potentiel de création et de répartition du bien-être soit préservé pour l'avenir.

Le bien-être ne s'entend pas seulement comme le résultat final du processus de création et d'utilisation des biens et des services. Plusieurs dimensions du bien-être sont eux-mêmes des ressources pour la création du bien-être. C'est le cas notamment des ressources. La fortune (qui détermine pour partie la situation matérielle des ménages) et le capital humain (qui est en rapport avec les dimensions «formation» et «santé») sont utilisés dans les activités de production. Le bien-être peut aussi naître directement de son processus de création: les revenus du travail et du capital s'acquièrent dans le cadre de la production économique, et les activités pratiquées aussi pour elles-mêmes (loisirs, travail non rémunéré, travail rémunéré) peuvent contribuer directement au bien-être.

¹ Glatzer W. et W. Zapf (éd.) (1984): *Lebensqualität in der Bundesrepublik*, p. 7

² La prospérité commune comprend la promotion du progrès scientifique, économique et civilisationnel, voir le message du 26 novembre 1996 relatif à une nouvelle constitution fédérale, FF 1997 I 1, ici 129.

³ voir à ce sujet Glatzer W. et W. Zapf (éd.) (1984): *Lebensqualität in der Bundesrepublik*, p. 16s.
Noll, H. – H. (2000): *Konzepte der Wohlfahrtsentwicklung*;
OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 18;
OECD (2012): *Framework for Statistics on the Distribution of Household Income, Consumption and Wealth*, p. 26s.

⁴ voir par ex. Eurostat (2011): *Sponsorship Group on Measuring Progress, Well-being and Sustainable Development*;
OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*;
Stiglitz, J.E. et al. (2009): *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, p. 16

⁵ voir l'art. 41, al. 1 de la Constitution fédérale

18 Situation matérielle

Indicateurs sur internet

Revenu disponible équivalent
Répartition des revenus
Fortune des ménages
Consommation et épargne
Endettement des ménages privés
Taux de pauvreté

La situation matérielle des ménages est un des facteurs qui leur permettant de couvrir leurs besoins; elle détermine en grande partie leur sort et leurs conditions de vie. Elle est souvent assimilée au niveau de vie ou à la richesse.

La situation matérielle, une voie d'accès au bien-être

Les ressources financières, si elles sont suffisantes, permettent aux ménages de financer leur consommation, définissent leurs capacités de choix et d'action et les prémunissent contre les risques économiques. La situation financière d'un ménage détermine, avec ses habitudes de consommation, la part du revenu qui est consacrée aux dépenses et la part qui est épargnée.

Pour l'ensemble de la société, il importe d'évaluer la situation financière générale de la population, le niveau général de pauvreté, et s'il existe des groupes de population surreprésentés dans la population pauvre. Il est important également d'avoir des données sur la répartition du revenu et de la fortune et sur leur évolution. Ces données montrent quels effets le développement économique et les politiques publiques exercent sur les différentes catégories de ménages et elles renseignent sur les disparités matérielles dans la population⁶.

La situation matérielle est étroitement liée à d'autres dimensions du bien-être, en particulier les conditions de logement (de combien d'argent dispose-t-on pour se loger), la formation, la santé et les relations sociales. On observe des rapports positifs entre ces éléments et le revenu. On constate également que les personnes sont d'autant plus satisfaites de leur vie que leur revenu est élevé (voir l'indicateur «Satisfaction dans la vie»⁷).

Le revenu et la fortune comme déterminants de la situation matérielle des ménages

Le revenu et la fortune déterminent la situation matérielle des ménages. Le travail est la source de revenus majeure de l'ensemble des ménages⁸. Les prestations financières des assurances sociales et des autres institutions de la sécurité sociale (AVS, 2^e pilier, assurance-chômage, prestations complémentaires, aide sociale, etc.) sont des composantes supplémentaires

importantes du revenu, en particulier pour les ménages comptant des personnes sans activité professionnelle. Le droit à ces prestations s'acquiert en grande partie sur le marché du travail. Les transferts provenant d'autres ménages sont une autre source de revenus. Enfin, il est possible aussi de tirer un revenu de la fortune ou de puiser dans la fortune, à condition d'en avoir une.

Facteurs déterminants de la situation matérielle

Le revenu provient principalement du travail, c'est-à-dire de la participation à la production économique. Une partie de la fortune est investie dans le processus de production et rétribuée par des intérêts, des dividendes, etc. La fortune provient elle-même de l'épargne ou de transferts de capitaux (héritages, prestations en capital des caisses de pension, versements d'une assurance-vie, gains de loterie). Les revenus issus de transferts dépendent des institutions de la sécurité sociale. La répartition du revenu (disponible) dépend des institutions de la sécurité sociale et davantage encore du système fiscal.

19 Conditions de logement

Indicateurs sur internet

Consommation et épargne
Perception des conditions environnementales

Le logement contribue à satisfaire plusieurs besoins fondamentaux. Les conditions de logement constituent aussi une base importante du développement personnel⁹.

Les conditions de logement, source de bien-être

Les conditions de logement sont considérées comme une des sources du bien-être. Elles participent notamment à la préservation de la santé, du revenu et des relations sociales¹⁰. Outre la qualité du logement lui-même, la qualité de son environnement est un facteur déterminant des conditions de logement. À côté des indicateurs objectifs des conditions de logement, la perception subjective de l'environnement du logement (propreté, calme, sécurité) est une donnée importante pour mesurer la contribution des conditions de logement au bien-être.

En règle générale, une mauvaise qualité du logement s'accompagne d'un revenu modeste, d'un capital social médiocre et d'une faible participation politique. Des conditions de logement insatisfaisantes nuisent aux activités sociales (par ex. en limitant les invitations chez soi). La sécurité personnelle ainsi que la santé physique et psychique sont fortement influencées par

⁶ OFS (2012): *Inégalité des revenus et redistribution par l'État*

⁷ AFC (2014): *Répartition de la richesse en Suisse*, p. 75s

⁸ OFS (2007): *Situation financière des ménages privés*

⁹ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 87

¹⁰ Leu, R. E. et al. (1997): *Lebensqualität und Armut in der Schweiz*, p. 58

les conditions de logement. Par exemple, un logement de qualité insuffisante (manque de lumière, humidité, bruit, odeurs) peut avoir un impact négatif sur ces deux aspects de la vie.¹¹

Le logement, une composante importante de la qualité de vie matérielle

Les dépenses pour le logement constituent le principal poste de consommation des ménages (voir l'indicateur «[Consommation et épargne](#)»). Des frais de logement élevés peuvent nuire à la satisfaction d'autres besoins (par ex. l'alimentation, les soins de santé, les loisirs, le repos et la culture). Ces difficultés touchent avant tout les ménages à petit budget, qui consacrent proportionnellement plus d'argent au logement que les ménages aisés.

Les biens immobiliers constituent une grande partie de la fortune des ménages (voir l'indicateur «[Fortune des ménages](#)»). Si la propriété du logement garantit aux ménages une certaine sécurité et une certaine autonomie, elle les rend davantage tributaires, sur le plan financier, des aléas du marché immobilier (par ex., modification des conditions de crédit ou des prix de l'immobilier)¹².

20 Travail et loisirs

Indicateurs sur internet

[Taux d'activité](#)
[Taux de manque de travail](#)
[Santé psychique](#)
[Travail domestique et familial](#)
[Travail bénévole](#)
[Pratiques culturelles](#)

La qualité des activités personnelles et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée sont au centre de cette dimension du bien-être. Sont visées ici les activités auxquelles s'adonne une personne pendant son temps libre. Une distinction peut être établie entre le travail rémunéré, le travail non rémunéré et les autres activités.¹³

La qualité de l'emploi, une composante importante du bien-être

La contribution du travail au bien-être va bien au-delà de son rôle d'input dans les activités visant la production de biens (voir thèmes principaux III et V). Par le revenu du travail, et plus tard sous la forme de rentes, l'activité rémunérée procure aux individus les moyens d'accéder à un niveau de vie convenable (voir domaine thématique 18). Les prestations du travail non rémunéré qu'on ne fournit pas pour ses propres besoins mais pour d'autres personnes renforcent les relations personnelles, la cohésion sociale et par conséquent le capital social.

Il importe que la qualité de l'emploi soit élevée afin que le travail rémunéré ne se limite pas à un moyen visant une fin mais qu'il contribue lui-même au bien-être.¹⁴ Sont déterminants à cet égard notamment la satisfaction et la sécurité de l'emploi. La contribution positive directe du travail au bien-être comprend donc une forte composante sociale. L'activité professionnelle, qui peut consolider les compétences personnelles et développer le savoir et qui permet de mettre en œuvre les connaissances acquises, ne concourt pas seulement au développement personnel, mais peut aussi renforcer l'intégration sociale, la reconnaissance et le respect de propre¹⁵.

Contribution des autres activités au bien-être individuel

Le temps dont on dispose à côté de la pratique d'un travail rémunéré ou non rémunéré (y compris les temps de déplacement) peut être consacré à des activités procurant du plaisir ou répondant à un intérêt. On peut par exemple s'adonner à la lecture, faire du sport, voir des amis, aller à un concert, se former, se reposer ou dormir, et prendre soin de son corps (voir domaine thématique 11).

En plus du temps libre, d'autres ressources (les moyens financiers, la formation, la santé, les relations sociales) ainsi que les conditions-cadre de la société (structure par âge des ménages et de la population, offre culturelle, infrastructures, etc.) influent sur les comportements personnels pendant les loisirs.

L'équilibre vie professionnelle-vie privée, un défi pour la société

Parvenir à un bon équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée, c'est-à-dire à un état où les deux univers s'harmonisent, est important pour le bien-être. L'évolution de la société – vieillissement démographique, participation accrue des femmes à la vie active, etc. – exige la mise en place de conditions permettant

¹¹ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 88

¹² OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 88

¹³ Stiglitz, J.E. et al. (2009): *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, p. 190

¹⁴ OFS (2015b): *La qualité de l'emploi en Suisse* p. 4

¹⁵ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être* p. 62

de concilier le travail rémunéré, le travail non rémunéré et les autres activités. Il s'agit d'assouplir les rapports de travail ou encore de créer plus de places dans les établissements de soins aux personnes.

Interactions entre la dimension «travail et loisirs» et d'autres dimensions du bien-être

Le travail et les loisirs jouent un rôle central dans la vie de chacun. Des interactions existent entre ce domaine de la vie et les autres dimensions du bien-être. Remarquons notamment les effets du travail rémunéré sur la situation matérielle, la santé, les relations sociales et le bien-être subjectif. Il faut signaler aussi ici les conséquences négatives du chômage. Différentes études révèlent l'effet négatif du chômage sur la santé physique et psychique et sur le bien-être subjectif (voir aussi l'indicateur «Santé psychique»)¹⁶.

21 Formation

Indicateurs sur internet

Niveau de formation

La formation et le savoir sont des composantes essentielles du développement individuel et social. La formation est à la fois une ressource importante et un domaine essentiel de la vie.

La formation, un facteur clé du développement personnel

La formation permet aux individus d'acquérir des qualifications, des compétences et des aptitudes, de s'adapter à un monde en constante évolution et de satisfaire leurs besoins personnels d'apprentissage. Elle représente donc un facteur clé du développement individuel et détermine le potentiel d'action d'une personne. La formation permet ou facilite l'accès à certaines activités qui contribuent au bien-être. D'une part, elle peut contribuer à améliorer situation matérielle des personnes et par là leur ouvrir des perspectives nouvelles. D'autre part, une hausse de la formation permet de mieux profiter de certaines activités comme la lecture et de participer davantage à la vie culturelle.

Interactions positives entre la formation et d'autres dimensions du bien-être

Il existe des interactions entre la formation et les autres dimensions du bien-être. Ainsi, les personnes mieux formées ont généralement un revenu plus élevé et une meilleure santé, elles sont moins exposées au chômage, entretiennent plus de relations sociales et participent davantage à la vie politique. Tout cela se traduit par un état de bien-être subjectif plus élevé.¹⁷ La formation revêt par conséquent une importance centrale pour les possibilités et les perspectives de vie d'un individu.

Importance de l'origine sociale pour la formation

Avec la santé, la formation est une composante essentielle du capital humain. Sa quantité, sa qualité et sa structure reposent sur des efforts engagés en amont, tant au niveau de l'individu que de la société. Du côté des individus, on observe que le niveau de formation est influencé par l'environnement familial et que ce sont les personnes les mieux formées qui poursuivent le plus et le plus souvent leur formation¹⁸. Cette relation s'observe en Suisse comme dans d'autres pays. Une grande partie des étudiants des hautes écoles suisses proviennent de familles dont au moins un des parents possède un diplôme d'une haute école. La décentralisation des gymnases depuis le milieu du XX^e siècle, puis la création des hautes écoles spécialisées dans les années 1990, qui offrent la possibilité d'accomplir des études en cours d'emploi, ont contribué à démocratiser davantage les études supérieures.

La formation, condition du progrès économique et social

La formation, une ressource qui se développe dans la durée, influe sur le niveau de bien-être d'une économie. Du point de vue économique, la formation, composante essentielle du capital humain, contribue de manière importante à la production économique, augmente la productivité de l'économie et détermine son potentiel d'innovation. La formation a aussi une incidence favorable sur le capital social et, par conséquent, directement sur la société. Un bon niveau de formation s'accompagne souvent d'une forte stabilité politique, d'une meilleure cohésion sociale et de moins de criminalité¹⁹.

¹⁶ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 62

¹⁷ Stiglitz, J.E. et al. (2009): *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, p. 184

¹⁸ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 158

¹⁹ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 158

22 Santé

Indicateurs sur internet

État de santé autoévalué

Espérance de vie

Santé psychique

Selon la définition qu'en donne l'OMS, la santé est «un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité»²⁰. Les liens entre les aspects physiques, psychiques et sociaux de la santé sont représentés dans le présent système par les indicateurs de l'état de santé autoévalué, de l'espérance de vie et de la santé psychique.

La santé, fondement de la vie

La santé est la condition essentielle de la vie. Elle détermine tant la qualité que la durée de la vie. Une santé défaillante restreint le champ d'action de l'individu, qui alors ne peut plus organiser sa vie librement²¹. L'importance de la santé pour le bien-être transparaît aussi dans les enquêtes où celle-ci est citée comme le facteur le plus important du bien-être subjectif.²²

Interactions positives entre la santé et d'autres dimensions du bien-être

La santé est favorisée par de bonnes conditions générales de l'environnement socioéconomique, culturel et physique et se trouve ainsi en relation avec les différentes dimensions du bien-être. Parmi les facteurs qui influent le plus sur la santé, on compte – en dehors des prédispositions génétiques et des comportements favorables à la santé – les conditions de logement et l'environnement naturel. On observe également des interactions entre la santé et le revenu, les relations sociales, le niveau de formation, l'emploi et les conditions de travail. De mauvaises conditions de travail et le chômage, notamment, s'accompagnent en règle générale d'un état de santé moins favorable. Les risques psychosociaux ont peu à peu pris le pas sur les risques physiques au travail²³.

²⁰ Constitution de l'OMS

²¹ Leu, R. E. et al. (1997): *Lebensqualität und Armut in der Schweiz*, p. 73

²² voir notamment OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 112; Office for National Statistics (2013): *Measuring National Well-being*

²³ OFS (2014): *Statistiques de la santé 2014*, p. 15

Conditions favorables à la santé

Les conditions-cadre de la société déterminent l'état de santé de la population. Ces conditions comprennent d'une part l'évolution de la structure de la population sous l'effet des changements sociodémographiques, d'autre part la politique sociale, la politique de la santé et les modifications qui en résultent dans le système de santé.

L'augmentation de la prospérité sociale permet de consacrer une part croissante des ressources disponibles à des biens et services qui favorisent le niveau de vie et la santé. Cette affirmation est confirmée par la hausse des dépenses de santé publique au cours des deux dernières décennies (voir l'indicateur «Dépenses de santé»). L'élévation du niveau de vie et l'amélioration de la qualité des soins de santé ont eu un effet positif sur l'état de santé général de la population, ce que corrobore l'espérance de vie en progression constante (voir l'indicateur «Espérance de vie»).²⁴

La santé, une ressource pour la création de bien-être

Avec la formation, la santé est la composante essentielle du capital humain. Elle est une ressource importante pour la création de bien-être. Les sociétés jouissant d'un bon niveau de santé présentent généralement de fortes capacités économiques, avec un niveau d'emploi, une participation politique et une cohésion sociale élevés.²⁵

23 Relations sociales

Indicateurs sur internet

Travail bénévole

La dimension des «relations sociales» englobe les relations interpersonnelles et la participation à la vie publique.

Les interactions sociales procurent un bien-être direct

Pour l'être humain, qui est un être social, les contacts sociaux sont une composante importante du bien-être. Passer du temps avec d'autres personnes contribue directement au bien-être. La valeur des relations sociales est visible dans le fait que certaines activités peuvent susciter plus de plaisir lorsqu'elles sont pratiquées à plusieurs²⁶.

²⁴ OFS (2014): *Statistiques de la santé 2014*, p. 11

²⁵ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 112

²⁶ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 186

Les relations sociales et leur fonction de soutien

Savoir que l'on peut compter sur le soutien concret et émotionnel de son entourage social dans les situations difficiles augmente le bien-être individuel. Les individus intégrés dans un tissu social de bonne qualité trouvent plus facilement un nouvel emploi et jouissent de diverses facilités dans la société.

Les relations sociales revêtent une importance particulière dans les périodes critiques de la vie, caractérisées notamment par le chômage, la pauvreté ou les conflits personnels. Le déclassement social et les difficultés financières s'accompagnent souvent d'une diminution des contacts extrafamiliaux et d'un relatif isolement social²⁷.

Relations sociales et autres dimensions du bien-être

Au niveau individuel, la qualité et la stabilité des relations sociales est en interaction avec les différentes dimensions du bien-être. En général, les personnes qui peuvent compter sur des relations sociales solides – comme celles qui ont une situation matérielle aisée et un niveau de formation élevé – jouissent d'une meilleure santé physique et psychique et vivent plus longtemps²⁸.

Au niveau de la collectivité, les relations sociales peuvent renforcer la confiance mutuelle, la tolérance et l'action commune. Cela se traduit par un niveau de pauvreté plus bas, des capacités économiques accrues, un capital humain plus élevé, une criminalité plus faible et une plus grande participation politique²⁹.

Facteurs déterminants des relations sociales

Les caractéristiques personnelles, telles que l'âge, le sexe, les compétences sociales, la formation scolaire, la santé, l'activité professionnelle, l'origine et le type de ménage, ont une influence sur la solidité des liens sociaux. En Suisse, ce sont notamment les personnes vivant seules, élevant seules leurs enfants, dont le niveau de formation est bas ou qui disposent de faibles moyens, qui ont les relations sociales les plus fragiles³⁰.

Dans ce contexte, il faut aussi tenir compte des conditions-cadre de la société, qui peuvent influencer fortement sur les structures sociales et donc sur les relations sociales. Des évolutions telles qu'une mobilité accrue et la modification des formes de communication ont des effets sur les relations sociales. Inversement, la solidité des relations sociales peut avoir une incidence sur l'évolution de la société, notamment sur l'individualisation de la société et sur l'évolution de la composition des ménages.

²⁷ Leu, R. E. et al. (1997): *Lebensqualität und Armut in der Schweiz*, p. 70s

²⁸ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 186

²⁹ OCDE (2014): *Comment va la vie? 2013: Mesurer le bien-être*, p. 56

³⁰ Bachmann N. (2014): *Soziale Ressourcen als Gesundheitsschutz*, p. 5s; OFS (2006): *Intégration et réseaux sociaux*.

24 Participation politique

Indicateurs sur internet

Activités politiques

Confiance dans les institutions

La participation politique signifie que les personnes prennent part aux élections et aux votations populaires sur différents objets au niveau fédéral, cantonal et communal. Elle consiste aussi dans le fait, pour les citoyens, de s'engager dans les partis politiques, de s'engager lors des référendums et des initiatives populaires, etc.

Importance de la participation politique pour le bien-être

La participation politique constitue pour différentes raisons un facteur important du bien-être³¹. Les comparaisons internationales montrent que les structures démocratiques ont un effet positif sur la satisfaction de la population³². L'influence positive de la démocratie directe sur la satisfaction de la population est controversée³³.

La participation politique permet aux votants d'exprimer leur opinion et leurs intérêts et, comme c'est le cas en Suisse, de prendre part aux décisions sur diverses questions qui les concernent. Elle permet de se forger une opinion politique et de participer à l'élaboration des normes et des institutions de la société. Ainsi, elle renforce l'intégration sociale. Dans le cadre des débats de fond sur les objets de votation, des informations sont produites et des processus de discussion amorcés. La participation politique contribue au renforcement du capital humain³⁴. Une partie des votants ne peut cependant s'exprimer sur des questions politiques complexes que si celles-ci leur sont expliquées de manière simplifiée ou par procuration à personnes de confiance.

Rôle de la participation politique dans la création et la répartition de bien-être

La participation politique permet à chacun d'agir sur les conditions-cadre de création et de répartition du bien-être. Ces conditions-cadre comprennent notamment le système d'enseignement, le système de santé, la sécurité sociale, le système fiscal et le marché du travail.

³¹ voir aussi à ce sujet OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 206

³² Frey, B.S., Frey Marti, C. (2010): *Glück. Die Sicht der Ökonomie*, p. 80s; Dorn D. et al (2007): *Is it Culture or Democracy?*

³³ Stadelmann-Steffen, I., Vatter, A. (2012): *Does Satisfaction with Democracy Really Increase Happiness?*

³⁴ Stadelmann-Steffen, I., Vatter, A. (2012): *Does Satisfaction with Democracy Really Increase Happiness?* p. 541

L'activité gouvernementale est influencée et contrôlée par la participation active au processus politique, en particulier lors des votations et des élections, avec pour conséquence la légitimation démocratique des prises de décisions³⁵. Par là même, l'identification avec le système politique en sort grandie et la confiance, donc le capital social, se voient renforcés. À l'inverse, l'abstention politique peut révéler une insatisfaction³⁶ ou des difficultés de compréhension du côté des votants.

25 Sécurité physique

Indicateurs sur internet

Personnes lésées d'infractions

La sécurité physique signifie que l'on peut mener sa vie à l'abri des menaces extérieures. Dans le présent système d'indicateurs, la sécurité physique a trait aux infractions menaçant la propriété ou l'intégrité physique et psychique. Ne sont en revanche pas considérées les menaces de guerres ni celles relatives aux dangers environnementaux et naturels (qui sont comprises implicitement dans les dimensions «Santé» et «Qualité de l'environnement»; voir les domaines thématiques 22 et 26), ni la sécurité économique (qui fait partie de la dimension «Situation matérielle»; voir le domaine thématique 18).

La sécurité physique, une condition du bien-être

La sécurité physique est une condition nécessaire pour mener une vie normale. C'est aussi pourquoi assurer la sécurité est une des tâches principales de l'État. L'insécurité nuit à la qualité de vie. Les menaces objectives ou pressenties peuvent conduire à une restriction des activités quotidiennes³⁷. Les atteintes à l'intégrité physique ou psychique peuvent compromettre durablement la santé et la violence domestique rend difficile une vie de famille harmonieuse.

Outre la sécurité objective et les menaces objectives, il faut considérer le sentiment d'insécurité subjectif. Souvent, les situations de menace sont appréciées différemment de ce qu'elles sont dans la réalité (voir l'indicateur «Personnes lésées d'infractions»).

Sécurité physique et capital social

Le capital social est un facteur important qui influe de manière positive sur la sécurité³⁸. Le bon fonctionnement des relations sociales et la confiance augmentent la sécurité et ont pour effet de diminuer la criminalité. Inversement, un taux de criminalité élevé peut rendre les relations sociales plus difficiles, en dissuadant par exemple les gens de sortir le soir³⁹. L'insécurité diminue également la confiance dans le bon fonctionnement des institutions. L'insécurité et des taux de criminalité élevés entraînent une hausse des dépenses consacrées à la lutte contre la criminalité, diminuant d'autant les ressources disponibles à d'autres fins.

Sécurité physique et situation économique

Entre la sécurité physique et la situation économique des personnes, il existe des liens qui se manifestent à plusieurs niveaux. Les personnes jouissant d'un revenu et d'une formation supérieures sont moins souvent victimes de délits⁴⁰. Un lien entre inégalité économique et criminalité est aussi supposé au niveau de l'ensemble de la société. D'après une étude de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, menée dans 15 pays d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Afrique, la criminalité augmente en période de crise (ces résultats ne sont toutefois pas directement transposables à la Suisse, qui n'était pas incluse dans l'étude)⁴¹.

26 Qualité de l'environnement

Indicateurs sur internet

Perception des conditions environnementales

Nuisances sonores

Qualité de l'air

Qualité des eaux souterraines

Biodiversité

La dimension «Qualité de l'environnement» comprend l'état actuel de l'environnement, qui évolue en fonction des processus présents et passés de création de bien-être. En tant que ressource de bien-être, l'état de l'environnement contribue à la qualité de vie, directement et au travers de la santé.

³⁵ Linder, W., Wirz R. (2014): *Direkte Demokratie*, p. 156, p. 160s.

³⁶ Bühlmann, M. et al. (2003): *Die schweigende Mehrheit*

³⁷ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 266

³⁸ Scrivens, K., Smith, C. (2013): *Four Interpretations of Social Capital*, p. 36

³⁹ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 186, p. 266

⁴⁰ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 281

⁴¹ UNODC (2012): *Monitoring the Impact of Economic Crisis on Crime*

Le bon fonctionnement des écosystèmes comme fondement du bien-être

Le bien-être des générations actuelles dépend de la qualité de l'environnement actuel. Les écosystèmes, qui déterminent la quantité de biens naturels disponibles, constituent un des fondements du bien-être. Un environnement de bonne qualité permet à l'être humain d'organiser ses loisirs dans la nature. La consommation de biens naturels tels que le calme, les espaces de repos et les beaux paysages contribue au bien-être. Au contraire, un environnement perturbé peut mettre en danger les êtres vivants et les biens matériels au travers de tempêtes, de crues ou de glissements de terrain⁴².

Influence de la qualité de l'environnement sur la santé

La qualité des ressources et des biens naturels tels que le calme, l'air et les eaux souterraines influe sur la santé physique et psychique des personnes. La pollution de l'air est un facteur environnemental essentiel qui peut nuire à la santé, provoquer des maladies des voies respiratoires ou du système cardiovasculaire et accroître le risque de cancer⁴³. Des changements environnementaux extrêmes peuvent influencer sur la santé, notamment par des modifications du cycle de l'eau ou du carbone⁴⁴.

La politique des ressources: une question actuelle de politique de l'environnement

L'état de l'environnement dépend entre autres de l'activité humaine. Dans le contexte de croissance démographique de ces dernières années, généralement accompagné d'une hausse de la consommation d'énergie, d'une augmentation de la mobilité et d'une extension des surfaces d'habitat et d'infrastructure, la pression sur la qualité de l'environnement s'est accrue. Le concept «Économie verte» vise à «... diminuer la charge que la consommation et la production font peser sur l'environnement» et à améliorer l'efficacité de ces ressources afin de renforcer les performances de l'économie et le bien-être en général⁴⁵.

Préservation de l'environnement

L'importance de la qualité de l'environnement pour le bien-être des générations actuelles et à venir se reflète dans l'intérêt grandissant du public pour les questions liées au changement climatique et à la gestion des ressources naturelles⁴⁶. Dans le présent système d'indicateurs, l'importance de l'environnement apparaît dans le fait que les indicateurs relatifs à l'environnement – [qualité de l'air](#), [qualité des eaux souterraines](#), [biodiversité](#) – sont traités dans le cadre du thème principal «Bien-être» et dans celui des «Ressources».

27 Bien-être subjectif

Indicateurs sur internet

[Satisfaction dans la vie](#)
[Perception des conditions environnementales](#)
[Santé psychique](#)
[État de santé autoévalué](#)

Le bien-être subjectif occupe une place particulière parmi les dimensions du bien-être. Si les neuf autres dimensions du bien-être concernent essentiellement des valeurs mesurables objectivement, le bien-être subjectif dépend de la manière dont les individus perçoivent leur vie et leurs conditions de vie⁴⁷. Il correspond à l'appréciation du bien-être par les individus, c'est-à-dire à la «qualité de vie ressentie»⁴⁸.

Deux aspects du bien-être subjectif

Le bien-être subjectif est envisagé sous deux aspects⁴⁹. Premièrement, il ressort de l'appréciation que les individus portent eux-mêmes sur leur vie. Cette appréciation est cognitive et relativement stable au fil du temps. Elle peut se référer à la vie en général (indicateur [«Satisfaction dans la vie»](#)) à des domaines particuliers de la vie ou à certaines dimensions du bien-être (satisfaction dans le travail et dans les loisirs, perception des conditions environnementales, etc.)

Le second aspect concerne les affects positifs et négatifs des personnes. Il vise à savoir si une personne se sent heureuse, équilibrée, de mauvaise humeur, nerveuse, etc. Ces affects sont matérialisés par l'indicateur [«Santé psychique»](#).

⁴² OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 233s

⁴³ OFS (2014): *Statistiques de la santé 2014*, p. 17

⁴⁴ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 234

⁴⁵ OFEV (2016): *Rapport à l'attention du Conseil fédéral, Économie verte*, p. 11

⁴⁶ OCDE (2008): *Household Behaviour and the Environment*, p. 5s

⁴⁷ Leu, R. E. et al. (1997): *Lebensqualität und Armut in der Schweiz*, p. 281

⁴⁸ Glatzer W. (1984): *Lebenszufriedenheit und alternative Masse subjektiven Wohlbefindens*, p. 177

⁴⁹ OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*, p. 292;
 OECD (2013): *OECD Guidelines on Measuring Subjective Well-being*

Un troisième concept, l'eudémonisme⁵⁰, c'est-à-dire l'idée d'une vie sensée et autonome, est parfois utilisé pour mesurer le bien-être. Ce concept n'est cependant pas encore parfaitement établi et n'est pas utilisé ici.

Relation entre bien-être objectif et bien-être subjectif

Il est intéressant de confronter les facteurs objectifs et subjectifs du bien-être. Il apparaît alors que la situation objective n'est pas toujours en accord avec sa perception subjective. Certaines disparités peuvent être éclairantes sur les données d'un problème (par ex., menaces sur la sécurité, souvent perçues en décalage par rapport à la réalité objective) (voir l'indicateur «[Personnes lésées d'infractions](#)»).

Il est intéressant de décomposer le bien-être subjectif selon différents critères socioéconomiques tels que le revenu, le type de ménage, l'âge, la formation, etc. Cela permet notamment de voir s'il existe des groupes de population particulièrement désavantagés.

⁵⁰ OECD (2013): *OECD Guidelines on Measuring Subjective Well-being*

Références

- Administration fédérale des contributions AFC (2014): *Répartition de la richesse en Suisse. Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 10.4046 du 7 décembre 2010 déposé par Jacqueline Fehr*. Berne: AFC
- Arrow, K. J. (1972): *Gifts and Exchanges*. Dans: *Philosophy & Public Affairs* Vol. 1, N° 4. p. 343–362
- Bachmann N. (2014): *Soziale Ressourcen als Gesundheitsschutz: Wirkungsweise und Verbreitung in der Schweizer Bevölkerung und in Europa (Obsan Dossier 27)*. Neuchâtel: Schweizerisches Gesundheitsobservatorium
- Bühlmann, M., Freitag, M., Vatter, A. (2003): *Die schweigende Mehrheit: Eine Typologie der Schweizer Nichtwählerschaft*. Dans: Sciarini, P., Hardmeier, S., Vatter, A. (éd.). *Schweizer Wahlen 1999*, Swiss Electoral Studies Bd. 5. Bern / Stuttgart / Wien: Paul Haupt Verlag. p. 27–58
- Dorn, D., Fischer, A.V., Kirchgässner, G., Sousa-Poza, A. (2007): *Is It Culture or Democracy? The Impact of Democracy and Culture on Happiness*. *Social Indicators Research*, 82(3). p. 505–526
- Eurostat (2011): *Sponsorship Group on Measuring Progress, Well-being and Sustainable Development*
- Eurostat (2013): *Système européen des comptes. SEC 2010*. Luxembourg: Union européenne
- Freitag, M. (Éd.) (2014): *Das soziale Kapital der Schweiz*. Zürich: Verlag NZZ
- Frey, B.S., Frey Marti, C. (2010): *Glück. Die Sicht der Ökonomie*. Zürich: Rüegger
- Glatzer, W. (1984): *Lebenszufriedenheit und alternative Masse subjektiven Wohlbefindens*. Dans: Glatzer, W., Zapf, W. (éd.): *Lebensqualität in der Bundesrepublik*. Objektive Lebensbedingungen und subjektives Wohlbefinden. Frankfurt/M.: Campus Verlag. p. 177–191
- Glatzer, W., Zapf, W. (1984): *Lebensqualität in der Bundesrepublik*. Dans: Glatzer, W., Zapf, W. (éd.): *Lebensqualität in der Bundesrepublik*. Objektive Lebensbedingungen und subjektives Wohlbefinden. Frankfurt/M.: Campus Verlag. p. 391–404
- Habich, R., Noll, H.-H. (1994): *Soziale Indikatoren und Sozialberichterstattung. Internationale Erfahrungen und gegenwärtiger Forschungsstand*. Bern: Bundesamt für Statistik
- Harper, G., Price, R. (2011): *A framework for understanding the social impacts of policy and their effects on wellbeing – A paper by the Social Impact taskforce*. Defra Evidence and Analysis Series, Paper 3. London: Defra
- Kaufmann, F. – X. (2009): *Sozialpolitik und Sozialstaat: Soziologische Analysen*. 3. erweiterte Auflage. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften
- Leu, R. E., Burri, S., Priester, T. (1997): *Lebensqualität und Armut in der Schweiz*. Bern: P. Haupt
- Linder, W., Wirz, R. (2014): *Direkte Demokratie*. Dans: Knoepfel, P., Papadopoulos, Y., Sciarini, P., Vatter, A., Häusermann, S. (éd.): *Handbuch der Schweizer Politik. Manuel de la politique suisse*. 5. Auflage. Zürich: Verlag Neue Zürcher Zeitung. p. 145–167.
- Message du 26 novembre 1996 relatif à une nouvelle constitution fédérale, FF 1997 I 1
- Message du 27 janvier 2016 sur le programme de la législature 2015 à 2019, FF 2016 981
- Noll, H. – H. (2000): *Konzepte der Wohlfahrtsentwicklung: Lebensqualität und «neue» Wohlfahrtskonzepte*, WZB Discussion Paper, N° P 00–505
- OCDE (2001): *Du bien-être des nations: Le rôle du capital humain et social*. Paris: Éditions OCDE
- OCDE (2011): *Comment va la vie?: Mesurer le bien-être*. Paris: Éditions OCDE
- OCDE (2014): *Comment va la vie? 2013: Mesurer le bien-être*. Paris: Éditions OCDE
- OECD (2008): *Household Behaviour and the Environment: Reviewing the Evidence*. Paris: OECD Publishing.
- OECD (2012): *Framework for Statistics on the Distribution of Household Income, Consumption and Wealth; Chapter 2: Economic well-being*. p. 25–38. Paris: OECD Publishing

- OECD (2013): *OECD Guidelines on Measuring Subjective Well-being*. Paris: OECD Publishing.
- Office fédéral de l'environnement OFEV (2016): *Rapport à l'attention du Conseil fédéral, Économie verte*. Mesures de la Confédération pour préserver les ressources et assurer l'avenir de la Suisse. Berne: OFEV.
- Office fédéral de la statistique OFS (2004): *Compte satellite de production des ménages, Project pilote pour la Suisse*. Neuchâtel: OFS.
- Office fédéral de la statistique OFS (2006): *Intégration et réseaux sociaux. Déterminants de l'isolement social en Suisse*. Neuchâtel: OFS.
- Office fédéral de la statistique OFS (2007): *Situation financière des ménages. Composition et distribution des revenus*. Neuchâtel: OFS.
- Office fédéral de la statistique OFS (2012): *Inégalité des revenus et redistribution par l'État*. Composition, répartition et redistribution des revenus des ménages privés. Neuchâtel: OFS.
- Office fédéral de la statistique OFS (2013): *Stock de capital net non financier: Rapport méthodologique*. Neuchâtel: OFS.
- Office fédéral de la statistique OFS (2014): *Statistiques de la santé 2014*. Neuchâtel: OFS.
- Office fédéral de la statistique OFS (2015a): *Rapport social statistique suisse 2015*. Neuchâtel: OFS.
- Office fédéral de la statistique OFS (2015b): *La qualité de l'emploi en Suisse*. Neuchâtel: OFS.
- Office fédéral de la statistique OFS (2017): *La valeur du travail non rémunéré se monte à 408 milliards de francs*. Communiqué de presse du 11.12.2017.
- Office for National Statistics (2013): *Measuring National Well-being – What matters most to Personal Well-being?* Great Britain: Office for National Statistics.
- Rawls, J. (1971): *A Theory of Justice*. Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- Scrivens, K., Smith, C. (2013): *Four Interpretations of Social Capital: An Agenda for Measurement*. OECD Statistics Working Papers, 06/2013.
- Secrétariat d'État à l'économie SECO (2013): *Économie verte: Rôle de l'État en vue d'une utilisation efficace des ressources naturelles, Rapport en réponse au postulat 10.3373 Bourgeois du 3 juin 2010*. Berne: SECO.
- Stadelmann-Steffen, I., Vatter, A. (2012): *Does Satisfaction with Democracy Really Increase Happiness? Direct Democracy and Individual Satisfaction in Switzerland*. Dans: *Political Behavior* 34. p. 535 – 559.
- Stiglitz, J.E., Sen, A., Fitoussi, J.-P. (2009): *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*.
- United Nations Economic Commission for Europe UNECE (2014): *Conference of European Statisticians Recommendations on Measuring Sustainable Development. Prepared in Cooperation with the OECD and Eurostat*. New York and Geneva: United Nations.
- United Nations Office on Drugs and Crime UNODC (2012): *Monitoring the Impact of Economic Crisis on Crime*. Vienna: UNODC.
- United Nations, European Commission, Food and Agriculture Organization of the UN, International Monetary Fund, Organisation for Economic Co-operation and Development, The World Bank (2014a): *System of Environmental-Economic Accounting 2012 (SEEA 2012) – Central Framework*. New York: United Nations.
- United Nations, European Commission, Food and Agriculture Organization of the UN, Organisation for Economic Co-operation and Development, World Bank Group (2014b): *System of Environmental-Economic Accounting 2012 (SEEA 2012) – Experimental Ecosystem Accounting*. New York: United Nations.
- Zapf, W. (1984): *Welfare Production: Public versus Private*. Dans: *Social Indicators Research*, 14. p. 263 – 274.

Programme des publications de l'OFS

En tant que service statistique central de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public. Il utilise plusieurs moyens et canaux pour diffuser ses informations statistiques par thème.

Les domaines statistiques

- 00 Bases statistiques et généralités
- 01 Population
- 02 Espace et environnement
- 03 Travail et rémunération
- 04 Économie nationale
- 05 Prix
- 06 Industrie et services
- 07 Agriculture et sylviculture
- 08 Énergie
- 09 Construction et logement
- 10 Tourisme
- 11 Mobilité et transports
- 12 Monnaie, banques, assurances
- 13 Sécurité sociale
- 14 Santé
- 15 Éducation et science
- 16 Culture, médias, société de l'information, sport
- 17 Politique
- 18 Administration et finances publiques
- 19 Criminalité et droit pénal
- 20 Situation économique et sociale de la population
- 21 Développement durable, disparités régionales et internationales

Les principales publications générales

L'Annuaire statistique de la Suisse



L'Annuaire statistique de la Suisse de l'OFS constitue depuis 1891 l'ouvrage de référence de la statistique suisse. Il englobe les principaux résultats statistiques concernant la population, la société, l'État, l'économie et l'environnement de la Suisse.

Le Mémento statistique de la Suisse



Le mémento statistique résume de manière concise et attrayante les principaux chiffres de l'année. Cette publication gratuite de 52 pages au format A6/5 est disponible en cinq langues (français, allemand, italien, romanche et anglais).

Le site Internet de l'OFS: www.statistique.ch

Le portail «Statistique suisse» est un outil moderne et attrayant vous permettant d'accéder aux informations statistiques actuelles. Nous attirons ci-après votre attention sur les offres les plus prisées.

La banque de données des publications pour des informations détaillées

Presque tous les documents publiés par l'OFS sont disponibles gratuitement sous forme électronique sur le portail Statistique suisse (www.statistique.ch). Pour obtenir des publications imprimées, vous pouvez passer commande par téléphone (+41 58 463 60 60) ou par e-mail (order@bfs.admin.ch).
www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Catalogues et banques de données → Publications

Vous souhaitez être parmi les premiers informés?



Abonnez-vous à un Newsmail et vous recevrez par e-mail des informations sur les résultats les plus récents et les activités actuelles concernant le thème de votre choix.
www.news-stat.admin.ch

STAT-TAB: la banque de données statistiques interactive



La banque de données statistiques interactive vous permet d'accéder simplement aux résultats statistiques dont vous avez besoin et de les télécharger dans différents formats.
www.stattab.bfs.admin.ch

Statatlas Suisse: la banque de données régionale avec ses cartes interactives



L'atlas statistique de la Suisse, qui compte plus de 4500 cartes, est un outil moderne donnant une vue d'ensemble des thématiques régionales traitées en Suisse dans les différents domaines de la statistique publique.
www.statatlas-suisse.admin.ch

Pour plus d'informations

Centre d'information statistique

+41 58 463 60 11, info@bfs.admin.ch

En ligne

www.statistique.ch

Imprimés

www.statistique.ch
Office fédéral de la statistique
CH-2010 Neuchâtel
order@bfs.admin.ch
tél. +41 58 463 60 60

Numéro OFS

1877-2300

ISBN

978-3-303-00723-5

Les informations publiées ici contribuent à mesurer
la réalisation des **objectifs de développement durable (ODD)**.



Système d'indicateurs MONET 2030

www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Développement durable → Système d'indicateurs MONET 2030

**La statistique
compte pour vous.**

www.la-statistique-compte.ch